



FIDA
FONDS INTERNATIONAL DE DÉVELOPPEMENT AGRICOLE
Conseil d'administration - Soixante-seizième session
Rome, 4-5 septembre 2002

RAPPORT ET RECOMMANDATION DU PRÉSIDENT

AU CONSEIL D'ADMINISTRATION CONCERNANT UNE PROPOSITION DE PRÊT À LA

MONGOLIE

POUR LE

PROGRAMME DE RÉDUCTION DE LA PAUVRETÉ RURALE

TABLE DES MATIÈRES

TAUX DE CHANGE	iii
POIDS ET MESURES	iii
SIGLES ET ACRONYMES	iii
GLOSSAIRE	iii
CARTE DE LA ZONE DU PROGRAMME	iv
RÉSUMÉ DU PRÊT	v
NOTE DE PRÉSENTATION	vi
PREMIÈRE PARTIE - L'ÉCONOMIE, LE CONTEXTE SECTORIEL ET LA STRATÉGIE DU FIDA	1
A. L'économie et le secteur agricole	1
B. Enseignements tirés des activités du FIDA	2
C. Stratégie de collaboration du FIDA avec la Mongolie	3
DEUXIÈME PARTIE – LE PROGRAMME	4
A. La zone du programme et le groupe cible	4
B. Objectifs et portée	5
C. Composantes	6
D. Coûts et financement	8
E. Passation des marchés, décaissements, comptabilité et vérification des comptes	9
F. Organisation et gestion	10
G. Justification économique	12
H. Risques	13
I. Impact sur l'environnement	13
J. Caractéristiques novatrices	14
TROISIÈME PARTIE - INSTRUMENTS JURIDIQUES ET AUTORITÉ	14
QUATRIÈME PARTIE - RECOMMANDATION	15
 ANNEXE	
RÉSUMÉ DES GARANTIES SUPPLÉMENTAIRES IMPORTANTES INCLUSES DANS L'ACCORD DE PRÊT NÉGOCIÉ	17



APPENDICES

I. COUNTRY DATA (DONNÉES SUR LE PAYS)	1
II. PREVIOUS IFAD FINANCING TO MONGOLIA (FINANCEMENT ANTÉRIEUR DU FIDA À LA MONGOLIE)	2
III. LOGICAL FRAMEWORK (CADRE LOGIQUE)	3
IV. PROGRAMME COMPONENTS AND IMPLEMENTATION ARRANGEMENTS (COMPOSANTES DU PROGRAMME ET DISPOSITIF D'EXÉCUTION)	6
V. COSTS AND FINANCING (COÛTS ET FINANCEMENT)	12
VI. ORGANIZATION AND MANAGEMENT (ORGANISATION ET GESTION)	14
VII. FINANCIAL AND ECONOMIC ANALYSIS (ANALYSE FINANCIÈRE ET ÉCONOMIQUE)	15

TAUX DE CHANGE

Unité monétaire	=	Tughrik (MNT)
1,00 USD	=	1 108 MNT
1 000 MNT	=	0,903 USD

POIDS ET MESURES

Système métrique

SIGLES ET ACRONYMES

BAsD	Banque asiatique de développement
COSOP	Exposé des options et stratégies d'intervention par pays
IFRP	Institution financière rurale participante
PIB	Produit intérieur brut
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
S&E	Suivi et évaluation
UEP	Unité d'exécution du programme
UNOPS	Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets
USAID	Agence des États-Unis pour le développement international

GLOSSAIRE

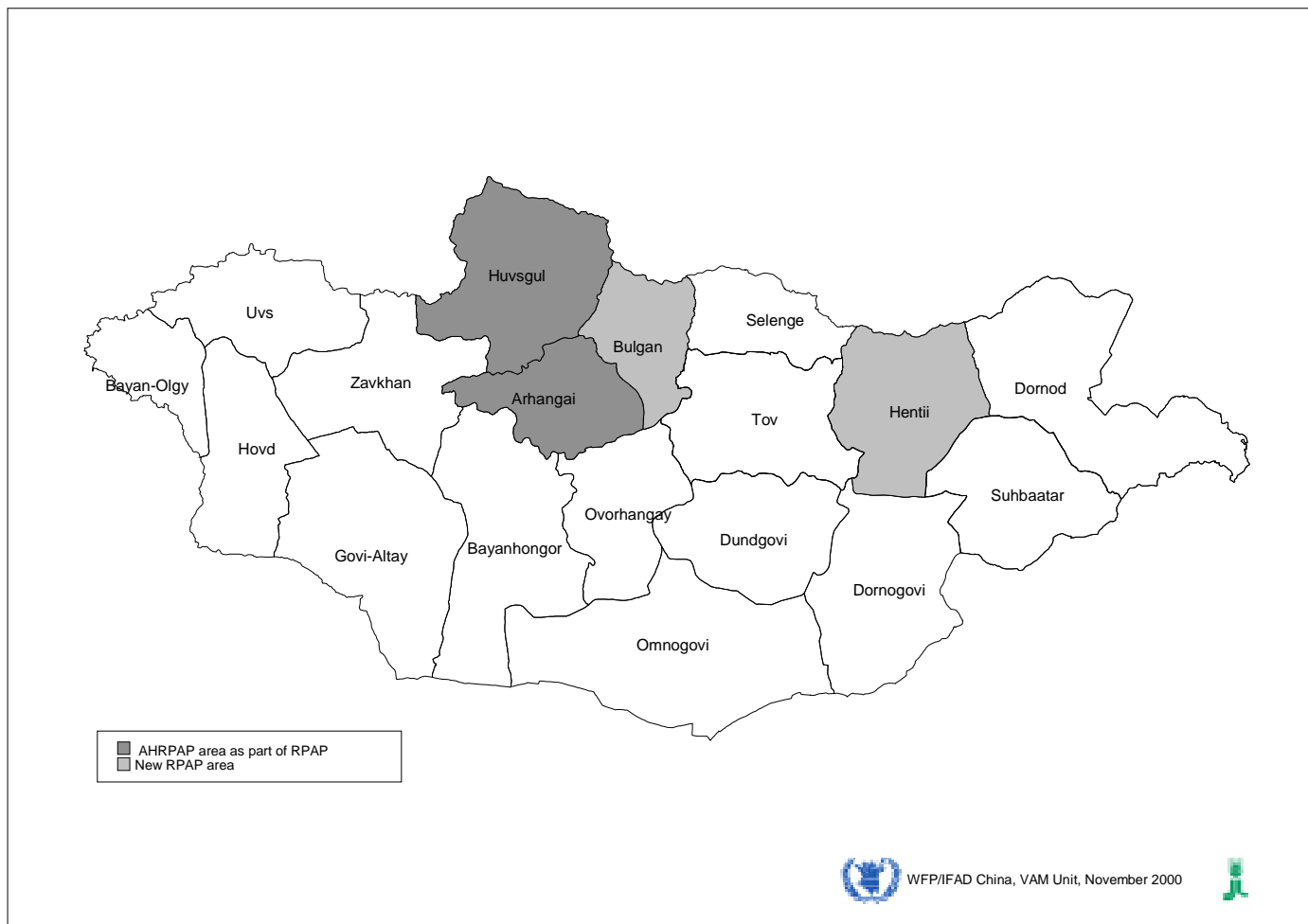
<i>Aimag</i>	Province
<i>Bag</i>	Sous-district
<i>Dzud</i>	Hiver rigoureux
<i>Khural</i>	Parlement ou organe élu
<i>Soum</i>	District

GOUVERNEMENT DE LA MONGOLIE

Année budgétaire

1^{er} janvier - 31 décembre

CARTE DE LA ZONE DU PROGRAMME



Source: Rapport d'évaluation prospective du FIDA.

Les appellations figurant sur cette carte et sa représentation graphique ne constituent en aucun cas une prise de position du FIDA quant au tracé des frontières ou limites, ou aux autorités de tutelle des territoires considérés.

MONGOLIE

PROGRAMME DE RÉDUCTION DE LA PAUVRETÉ RURALE

RÉSUMÉ DU PRÊT

INSTITUTION INITIATRICE:	FIDA
EMPRUNTEUR:	Mongolie
ORGANISME D'EXÉCUTION:	Ministère de l'alimentation et de l'agriculture
COÛT TOTAL DU PROGRAMME:	19,1 millions de USD
MONTANT DU PRÊT DU FIDA:	11,2 millions de DTS (équivalant approximativement à 14,8 millions de USD)
CONDITIONS DU PRÊT DU FIDA:	40 ans, y compris un différé d'amortissement de 10 ans, avec une commission de service de trois quarts de point (0,75%) l'an
CONTRIBUTION DE L'EMPRUNTEUR:	2,7 millions de USD
CONTRIBUTION DE LA NETMON LLC ET XACBANK LLC	1,6 million de USD
INSTITUTION CHARGÉE DE L'ÉVALUATION PROSPECTIVE:	FIDA
INSTITUTION COOPÉRANTE:	Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets (UNOPS)

NOTE DE PRÉSENTATION

Qui sont les bénéficiaires? Le groupe cible comprend 80 000 ménages, soit 90% de la population totale des quatre *aimags* (provinces) qui ont été choisies parmi les plus pauvres du pays. La pauvreté frappe pratiquement toute la population rurale, y compris les habitants des chefs-lieux des *aimags* et des *soums* (districts). Presque tous les ménages sont pauvres ou très pauvres et vivent dans des conditions exceptionnellement dures avec un approvisionnement vivrier limité et un revenu monétaire négligeable. En outre, un nouveau groupe de ménages démunis très vulnérables, formé de femmes seules avec de jeunes enfants, est apparu dans les centres ruraux, dont il constitue près de 15% de la population. Dans l'ensemble, les femmes représentent une part importante du groupe cible car leur position économique et sociale est inférieure, malgré un niveau d'instruction généralement supérieur à celui des hommes.

Pourquoi sont-ils pauvres? Les infrastructures de base, telles que les services sociaux et les routes, sont très insuffisantes en raison du terrain accidenté et du montant élevé des coûts de construction par personne, conjugués à la pénurie de fonds. Il s'ensuit que la vie des populations locales est difficile: elles vivent dans l'isolement, avec un accès limité aux marchés et des services de santé et d'éducation insuffisants, et n'ont guère de possibilité de s'assurer des revenus. De nombreuses familles de pasteurs vivent dans des conditions précaires sur les parcours ou dans les *bags* (sous-districts), où il n'existe pratiquement aucun moyen de subsistance autre que l'élevage. Depuis la disparition des activités de commercialisation du bétail dans les centres ruraux, ces régions souffrent de l'absence d'équipements sociaux, du taux élevé de chômage et du manque d'activités génératrices de revenu. Le chômage et la perte de revenu ont plongé de nombreuses familles des campagnes dans la pauvreté. Cette dégradation de leur situation ne peut pas être compensée par les prestations sociales, car elles ont progressivement fondu sous l'effet des fortes pressions inflationnistes enregistrées jusque vers la fin des années 90. Pour assurer leur subsistance, de nombreux ménages démunis ont eu recours à l'élevage qui est depuis toujours le pilier de l'économie. Il en a résulté un afflux important de nouveaux pasteurs qui possèdent de petits troupeaux, ne s'intéressent pas vraiment à la profession, manquent de connaissances pratiques et maintiennent souvent des liens socioéconomiques avec les centres urbains, où d'autres membres de la famille perçoivent encore un revenu. Ces nouveaux pasteurs ont souffert de manière disproportionnée des conditions climatiques défavorables de la dernière série d'hivers et d'étés.

Qu'attendent-ils du programme? Pendant les activités de formation au diagnostic participatif et durant les missions, les besoins prioritaires suivants ont été exprimés: i) appui à l'élevage en tant que moyen de subsistance durable; ii) nouvelles activités génératrices de revenu autres que l'élevage; et iii) amélioration des services sociaux, en particulier l'enseignement primaire et les soins de santé, parmi les communautés de pasteurs isolées. Les communautés, les familles et les services publics de soutien sont tous conscients des problèmes et des options; toutefois, ils n'ont pas les ressources financières, techniques et humaines nécessaires pour trouver des solutions efficaces.

Comment participeront-ils? Des ateliers participatifs de formation rurale ont été organisés pendant le processus de formulation. De nouvelles séances de formation seront proposées aux stades précédant la création des comités de gestion et de surveillance des parcours à l'échelon des communautés. Ces comités rempliront les tâches suivantes: i) réunir les membres de la communauté pour débattre des possibilités d'investissement dans la région et les classer par ordre de priorité; ii) établir une carte indiquant l'aménagement des ressources naturelles locales et les plans généraux de développement connexes; iii) diffuser des informations sur les activités du programme proposé auprès de toutes les familles; iv) suivre l'exécution du programme et son impact sur la population; v) surveiller le décaissement, la supervision et le recouvrement des prêts dans l'intérêt de la communauté; enfin, vi) s'assurer que les activités sont convenablement ciblées et que les résultats obtenus sont suivis.

RAPPORT ET RECOMMANDATION DU PRÉSIDENT DU FIDA
AU CONSEIL D'ADMINISTRATION CONCERNANT UNE PROPOSITION DE PRÊT À
LA MONGOLIE
POUR
LE PROGRAMME DE RÉDUCTION DE LA PAUVRETÉ RURALE

J'ai l'honneur de présenter le Rapport et recommandation ci-après concernant une proposition de prêt à la Mongolie d'un montant de 11,2 millions de DTS (équivalant approximativement à 14,8 millions de USD) à des conditions particulièrement favorables, en vue de contribuer au financement du Programme de réduction de la pauvreté rurale. Le prêt aura une durée de 40 ans, y compris un différé d'amortissement de dix ans et sera assorti d'une commission de service de trois quarts de point (0,75%) l'an. Il sera administré par le Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets (UNOPS) en tant qu'institution coopérante du FIDA.

PREMIÈRE PARTIE - L'ÉCONOMIE, LE CONTEXTE SECTORIEL ET LA STRATÉGIE DU FIDA¹

A. L'économie et le secteur agricole

1. La Mongolie, qui est un pays totalement enclavé, couvre une superficie de 1,57 million de km². Avec 2,4 millions d'habitants seulement (2000), c'est l'un des pays les moins densément peuplés du monde (1,7 habitant au km²). Environ 60% de la population vit dans les zones urbaines, parmi lesquelles la capitale, Ulaan Baatar, en compte à elle seule près de 50%. Pendant la dernière décennie, le Gouvernement de Mongolie a entrepris de passer à une économie de marché en lançant une série de réformes. À la suite de quoi, après plusieurs années de crise, le redressement économique du pays s'est amorcé. Le taux de croissance du produit intérieur brut (PIB) a été porté de -2,5% en 1992 à 2,3% en 1994 et, depuis, il est resté positif. L'inflation a été progressivement ramenée de 325,5% en 1992 à 7,6% à la fin de 2000. Depuis 1996, le taux de chômage déclaré a diminué progressivement, tombant à 4,6% seulement de la population active à la fin de 2000. Cependant, les politiques mises en œuvre dans la sphère économique n'ont pas été accompagnées de politiques sociales visant à améliorer le niveau de vie et à atténuer les effets de la transition.

2. La population des campagnes est composée en majeure partie de pasteurs semi-nomades. Quarante-deux pour cent seulement de la population vit dans les centres ruraux, qui sont essentiellement des bourgs comptant quelques centaines de familles. Les principales activités économiques de la Mongolie sont toutes étroitement liées à l'élevage. La communauté des pasteurs produit les ressources, y compris les matières premières, que les autres secteurs transforment. En conséquence, de nombreux services ruraux dépendent de l'élevage. Après la mise en œuvre des politiques de libéralisation du marché au début des années 90, le nombre d'éleveurs officiellement déclarés a augmenté, passant de quelque 145 000 ménages au début des années 90 à un peu moins de 200 000 aujourd'hui, ce qui représente plus de 40% de la population nationale. Au cours de la même période, le cheptel du pays s'est accru de 30%, atteignant 34 millions de troupeaux en 1999. Les *dzuds* (hivers rigoureux) consécutifs de 1999-2000 et de 2000-2001 ont entraîné la perte d'environ 7 millions de têtes de bétail, et le cheptel national n'a pas encore été entièrement reconstitué depuis ce désastre. La Mongolie exportait autrefois plusieurs centaines de milliers de tonnes de céréales par an

¹ Voir l'appendice I pour de plus amples informations.

vers la Russie. Ce système de production a en grande partie disparu après la privatisation des fermes d'État. Aujourd'hui, le secteur agricole de la Mongolie n'est pas en mesure de couvrir les besoins nationaux de céréales panifiables. Seules les *aimags* (provinces) du centre ont une importante production agricole. À présent, le système d'exploitation consiste principalement en cultures maraîchères, notamment des pommes de terre qui sont la culture de base secondaire, et il vise surtout à répondre à la demande des centres urbains et à couvrir les besoins nutritionnels des ménages.

B. Enseignements tirés des activités du FIDA

3. Un premier prêt de 5,04 millions de USD a été approuvé en avril 1996 pour financer le projet de lutte contre la pauvreté rurale dans la province d'Arhangai. La principale activité de ce projet est la redistribution du bétail, par le biais de crédit en nature, afin de reconstituer les troupeaux des pasteurs démunis avec des animaux achetés aux gros éleveurs. Les ménages pauvres ne vivant pas de l'élevage, en particulier ceux dirigés par une femme, reçoivent un appui sous forme de prêts à court terme pour la production maraîchère et pour des activités génératrices de revenu, en vue d'améliorer leur sécurité alimentaire et leurs revenus monétaires. Ce projet a eu un impact très bénéfique: des principes participatifs ont été adoptés et environ 4 000 ménages sont sortis de la pauvreté. À la fin de 2001, le revenu des bénéficiaires tiré de l'élevage avait été multiplié par 1,9 et le revenu tiré des activités génératrices de revenu par 1,7. La promotion du maraîchage en particulier a procuré des avantages imprévus. La production maraîchère a amélioré la sécurité alimentaire des ménages producteurs, et les excédents ont été vendus aux familles de pasteurs, ce qui a relevé leur niveau nutritionnel. Par ailleurs, ces bons résultats ont permis à quelques maraîchers de reconstituer leur troupeau moyennant des opérations de troc contre du bétail.

4. Les principaux enseignements suivants ont été tirés du projet de lutte contre la pauvreté rurale dans la province d'Arhangai:

- i) **Gestion et coordination.** L'unité d'exécution du programme (UEP) s'est avérée être une structure d'exécution efficace sous la direction du comité national de pilotage. Dans l'ensemble, l'UEP s'est peut-être trop reposée sur les responsables de l'exécution et n'a pas suffisamment tiré parti des atouts considérables des services publics et privés. L'important retard dans l'approbation de l'accord de prêt subsidiaire a posé un sérieux problème.
- ii) Le projet a mis au point d'excellents mécanismes participatifs de ciblage utilisant une série fiable de critères de sélection du bétail, dictés sur les bénéficiaires. Il est maintenant opportun d'adopter des méthodes de gestion plus participatives, mieux adaptées aux clients, afin d'accroître le pouvoir de décision des comités de pasteurs, ce qui renforcera leur engagement en faveur de la gestion durable des parcours.
- iii) Faute d'intermédiaires financiers, les UEP ont géré le système d'octroi de crédit en nature pour la distribution de bétail et les activités génératrices de revenu. Elles ont administré la composante crédit avec une grande précision pour ce qui est du ciblage et de la tenue des livres comptables. Du fait de l'amélioration du contexte économique, une institution financière rurale participante (IFRP) pouvant convenir a été repérée.
- iv) Le projet a incité les bénéficiaires à faire paître leurs troupeaux loin des centres ruraux. Cette recommandation s'est cependant avérée difficile à faire respecter et le surpâturage persiste en certains endroits. Il faudrait s'attacher davantage à promouvoir la production de foin, la restauration des pâturages, les réseaux d'approvisionnement en eau et l'organisation d'associations de pasteurs traditionnels pour la gestion des parcours.



- v) Un groupe dynamique de spécialistes a été constitué dans le pays, en mettant à contribution les experts nationaux et les consultants chargés de la conception et de la supervision du projet. Ce groupe a montré son importance stratégique en facilitant le dialogue sur les mesures à prendre engagé par le FIDA, la préparation du document de stratégie de réduction de la pauvreté, la conception du nouveau projet et l'action spécifique du FIDA en général.

C. Stratégie de collaboration du FIDA avec la Mongolie

5. **Politique de la Mongolie en matière d'éradication de la pauvreté.** En Mongolie, la pauvreté était inconnue jusqu'en 1990. En 1995, on estimait que plus d'un tiers de la population vivait avec un revenu inférieur au seuil de pauvreté. Les aspects de la pauvreté liés aux disparités entre les sexes sont complexes. En moyenne, les femmes sont plus instruites que les hommes. Cependant, même si elles occupent fréquemment des postes importants dans les institutions publiques et privées, elles ont été les premières à perdre leur emploi au début des années 90. Aujourd'hui, on observe une nette féminisation de la pauvreté, ce dont rend compte le nombre plus élevé de personnes démunies parmi les ménages dirigés par une femme. Le seuil de pauvreté moyen par personne est estimé à environ 14 USD par mois, soit quelque 0,5 USD par jour. En 2000, l'institut national de la statistique a effectué l'Évaluation participative du niveau de vie, en appliquant des méthodes participatives pour mieux cerner la pauvreté. Cette enquête a également donné l'occasion aux ruraux pauvres de s'exprimer au niveau national. Le Programme d'action 2000-2004 reflète la volonté du gouvernement actuel de donner la priorité à la lutte contre la pauvreté. Ce programme repose sur une approche du développement économique et de la lutte contre la pauvreté axée sur le marché et induite par les exportations. L'accent est mis sur la création d'emplois, soutenue par le crédit et la formation professionnelle, ainsi que sur le renforcement de la capacité d'adaptation des pasteurs en cas de catastrophes naturelles et sur l'atténuation de leurs effets. Une approche de la lutte contre la pauvreté, multisectorielle et diversifiée, est en cours d'élaboration. En 2001, le gouvernement a présenté un document intérimaire de stratégie de réduction de la pauvreté, avec une aide financière substantielle de la Banque mondiale. Les questions fondamentales ayant la priorité sont la réduction du chômage, la gestion du secteur public, l'amélioration de l'accès aux services de base et de leur prestation, et le relèvement du niveau de vie. Le gouvernement reconnaît que ce document provisoire ne prend pas suffisamment en compte la pauvreté rurale et il a demandé l'aide du FIDA pour le stade final de l'élaboration de ce document.

6. **Activités d'élimination de la pauvreté des autres donateurs.** Depuis le début des années 90, des fonds ont été mobilisés auprès d'importants donateurs, tels que la Banque mondiale et le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), pour le programme de réduction de la pauvreté. Au titre de ce programme, on cherche à s'attaquer à la pauvreté sur plusieurs fronts et on considère qu'il faut mener à cet effet un ensemble d'initiatives à court et à long termes, associant l'amélioration de la production au renforcement de la prestation des services. La Banque mondiale met au point dans huit provinces le projet relatif aux moyens de subsistance durables, qui succédera au programme initial. La Banque asiatique de développement (BAsD) a préparé un programme de développement agricole dans les provinces de l'ouest.

7. **Stratégie du FIDA en Mongolie.** Le FIDA a participé à l'élaboration du programme de réduction de la pauvreté entre 1994 et 1995 et conçu le premier projet visant à aider les communautés de pasteurs démunis à mettre pleinement à profit les possibilités offertes par l'économie de marché. En outre, un appui a été prévu pour des activités génératrices de revenu, à l'intention en particulier des ménages démunis ne vivant pas de l'élevage. La mise en œuvre du projet a commencé en 1996 et, compte tenu des premiers résultats, un exposé des options et stratégies d'intervention par pays (COSOP) a été préparé fin 1998. Dans ce document, l'élevage est considéré comme l'activité principale. Il est cependant demandé de faire une plus large place aux services de soutien technique, à



la gestion participative des parcours, au renforcement des capacités des services financiers ruraux et à la promotion des activités génératrices de revenu.

8. **Raison d'être du projet.** Les activités d'élevage gérées selon des pratiques nomades sont le principal mode de subsistance; la constitution d'un troupeau viable est donc essentielle. Cependant, le nombre croissant de têtes de bétail ainsi que les techniques de gestion des parcours inadéquates aggravent leur dégradation. La dégradation est particulièrement forte près des centres ruraux où vivent en général les nouveaux pasteurs. Par ailleurs, de nombreux puits sont mal entretenus, ce qui limite le rayon de pâturage et accroît la pression. La majeure partie des habitants des campagnes, qui étaient autrefois employés des entreprises d'État, sont maintenant au chômage ou survivent avec des revenus modiques et aléatoires. Ils souffrent de la baisse de la qualité des services et de la diminution du nombre d'écoles et de centres de santé. Les zones les plus touchées sont celles qui sont isolées, où vivent la plupart des pasteurs. Le nombre élevé, inacceptable, d'enfants abandonnant l'école est un grave sujet de préoccupation. Par ailleurs, les services de vulgarisation se ressentent de dix ans d'abandon et de réduction d'échelle. Les rares institutions financières existantes n'assurent pas de services à la population rurale défavorisée et démunie. Cependant, la création récente d'un nombre limité mais non négligeable d'entreprises officielles, employant habituellement moins de dix personnes et ne bénéficiant pratiquement d'aucune aide, est un signe encourageant. Pour surmonter les obstacles actuels, le programme mènera des activités multisectorielles visant à développer le potentiel de production et les capacités de la population rurale. Le programme proposé a pour but de mobiliser les trois éléments de base indispensables au développement durable: les bénéficiaires, la technologie et les institutions.

DEUXIÈME PARTIE – LE PROGRAMME

A. La zone du programme et le groupe cible

9. **La zone du programme.** La zone desservie par le programme de réduction de la pauvreté rurale couvre environ 285 000 km², ce qui représente 22% des espaces naturels. Elle comprend quatre des *aimags* les plus pauvres du pays: Arhangai, Bulgan, Hentii et Huvsgul. En 1999, sa population était de 354 200 habitants (17% de la population totale), d'où une densité démographique moyenne égale à 1,2 habitant au km². Le nombre des ménages, qui comptent en moyenne quatre personnes, est d'environ 88 000. Quelque 7 500 d'entre eux sont dirigés par une femme, soit plus de 8% du total. La population est en majeure partie rurale. Les centres ruraux accueillent seulement 26% de la population totale, qui vit principalement dans des petits *bags* ou appartient aux *khot ails* (groupes constitués de pasteurs semi-nomades ayant souvent des liens de parenté).

10. Le climat continental prédomine, avec de longs hivers froids et de courts étés chauds. Les périodes sans gel ne durent généralement qu'entre 70 et 120 jours, ce qui est un sérieux obstacle pour l'agriculture. Ces difficultés sont accentuées dans les régions de haute altitude. L'altitude varie entre des sommets de plus de 3 500 m au-dessus de la mer et des plaines basses situées entre 1 000 et 1 250 m. Les précipitations sont unimodales, les pluies les plus abondantes étant enregistrées de juin à août. En hiver, la neige ne contribue que faiblement à l'approvisionnement global en eau.

11. Le principal système d'exploitation agricole est l'élevage semi-nomade pratiqué sur de vastes parcours d'accès libre. Presque toutes les terres conviennent à l'élevage. La zone du programme comprend trois types de parcours: la zone de haute montagne, la zone de steppe arborée et la zone de steppe. Les pâturages et la disponibilité en eau sont les principaux facteurs déterminant la gestion des parcours. Au cours des dix dernières années, le nombre de puits sur les parcours a diminué dans une proportion comprise entre 40 et 60%. Le manque d'eau risquant de porter sérieusement atteinte aux parcours, les puits délabrés doivent être absolument réparés, surtout dans les zones de steppe arides. Les conditions pédologiques des *aimags* de faible altitude conviennent à l'horticulture. Cependant, la



rareté des précipitations et la brièveté de la période annuelle sans gel sont de lourdes contraintes pour l'agriculture en plein air, se traduisant par de faibles rendements et par une rentabilité réduite. Des intrants et des activités de formation suffisants sont les deux principaux facteurs d'accroissement de la production. Pour les ménages pauvres ou très pauvres, la production de pommes de terre et de légumes joue un rôle important car elle améliore la sécurité et le régime alimentaires et assure des revenus.

12. **Le groupe cible.** En 1999, le revenu moyen par habitant du groupe cible était inférieur à 0,5 USD par jour, ce qui équivalait au revenu d'un pasteur possédant moins de 100 têtes de bétail. La plupart des ménages sont pauvres ou très pauvres et vivent dans des conditions exceptionnellement dures avec un approvisionnement vivrier limité et un revenu monétaire négligeable. Pendant le diagnostic participatif rural, les pasteurs se sont eux-mêmes répartis dans les catégories suivantes: les "riches" qui possèdent plus de 500 têtes de bétail, les "moyennement riches" qui possèdent de 100 à 500 têtes, et les "pauvres" ou "très pauvres" qui possèdent moins de 100 têtes. Dans les centres ruraux, la pauvreté, qui n'est pas suffisamment prise en compte, est à de nombreux égards plus grave et plus tenace. Du fait de l'effondrement des entreprises d'État, les ruraux pauvres ont perdu leurs emplois et voient maintenant leurs revenus s'amenuiser considérablement. La pauvreté se déplace des centres ruraux vers les communautés de pasteurs, souvent par le biais des "nouveaux" pasteurs.

13. Environ 90 à 95% des ménages ruraux de la zone du programme, soit quelque 80 000 ménages, remplissent officiellement les conditions requises pour participer au programme. Les trois quarts d'entre eux appartiennent à la communauté des pasteurs, les autres étant des habitants des centres ruraux. Dans les centres ruraux, les femmes représentent une part importante du groupe cible, parmi lequel les ménages dirigés par une femme forment un groupe particulièrement vulnérable. Pratiquement inconnu il y a dix ans, ce groupe de femmes seules avec de jeunes enfants s'est rapidement accru ces dernières années. Aujourd'hui, les ménages dirigés par une femme comprenant de jeunes enfants représentent 8% de l'ensemble des ménages de la zone du programme. Faute de revenu monétaire régulier, elles sont généralement sans ressources.

B. Objectifs et portée

14. L'objectif à long terme du programme de réduction de la pauvreté rurale est de faire reculer durablement et équitablement la pauvreté qui frappe environ 80 000 ménages ruraux vulnérables vivant dans un environnement dont les ressources naturelles se détériorent de plus en plus. Son objectif général est d'accroître durablement la capacité de production des pasteurs, des cultivateurs et de la population en général, et d'améliorer l'accès aux ressources économiques et sociales, notamment l'éducation, la santé et les services sociaux.

15. Les effets spécifiques des activités du programme seront les suivants: i) renforcement des systèmes de gestion des parcours et de la capacité d'adaptation des pasteurs en cas de catastrophes naturelles; ii) renforcement des services de soutien à l'élevage et création de fonds de secours d'urgence en cas de *dzud*; iii) création de services de vulgarisation pour l'élevage et pour l'agriculture, tenant compte de la pauvreté et des disparités entre les sexes, et mise en œuvre d'un programme de formation; iv) appui aux activités génératrices de revenu déjà établies; création d'environ 77 centres de promotion des activités génératrices de revenu, formation et fourniture d'intrants assurées à environ 18 000 maraîchers, et participation de quelque 8 400 ménages non agricoles à la formation aux activités génératrices de revenu; v) création de services financiers ruraux tenant compte de la pauvreté et des disparités entre les sexes, et octroi d'environ 10 500 prêts accompagnés de formation à des ménages vivant ou non de l'élevage; vi) amélioration des services sociaux ruraux, avec notamment des programmes de formation pour les ménages dirigés par une femme, mis en œuvre par la Fédération des femmes mongoles, la remise en état des écoles rurales et des centres de santé, et la formation du personnel; enfin, vii) création d'organismes de gestion adaptés aux bénéficiaires à tous les échelons de la zone du programme.

C. Composantes

16. Les composantes du programme de réduction de la pauvreté rurale visent à accroître la production, notamment de produits d'élevage de base et de légumes, grâce à des systèmes de production et à des ressources durables, et à faciliter largement l'accès aux services sociaux. L'octroi de crédit et une formation bien ciblée seront les principaux outils permettant d'augmenter la production et les revenus. Pour maximiser l'impact, il faudra renforcer les mécanismes de soutien indispensables, en particulier l'approvisionnement en intrants pour l'agriculture et l'élevage et les services de vulgarisation. Compte tenu de l'importance des services de santé et d'éducation, le programme vise à réduire les contraintes financières et techniques limitant actuellement leur efficacité. Une solide formation et un programme de motivation seront inclus afin que la population cible soit davantage sensible au progrès.

17. **Gestion de l'élevage et des ressources naturelles.** Cette composante permettra d'accroître durablement la productivité des parcours moyennant quatre initiatives de base: i) création et maintien d'environ 377 comités de gestion et de surveillance des parcours, dirigés par les bénéficiaires, habilités à planifier et à gérer leurs ressources naturelles afin d'améliorer les conditions de pâturage et la résistance des troupeaux aux conditions climatiques rigoureuses; ces comités participeront à la remise en état d'environ 540 puits et aux travaux de recherche sur les méthodes écologiquement rationnelles de lutte contre les rongeurs; ii) amélioration de l'efficacité des services de soutien à l'élevage, y compris les services vétérinaires et zootechniques, avec un appui particulier au nouveau secteur vétérinaire privé moyennant une formation et une aide financière pour l'acquisition de matériel pour lutter contre les maladies et de médicaments à usage vétérinaire; iii) appui au Centre de vulgarisation agricole en vue d'augmenter son rayon d'action, moyennant la remise en état d'environ 78 services de l'élevage à l'échelon des *soums* (districts), ainsi que la sélection et la formation d'un responsable de la vulgarisation qualifié (le service de vulgarisation servira de lien avec la base grâce à la création d'environ 377 écoles pratiques d'élevage); enfin, iv) accroissement des cheptels moyennant des prêts aux pasteurs et la création d'un fonds de secours d'urgence en cas de *dzud*.

18. **Autres activités économiques.** Cette composante sera axée sur la lutte contre la pauvreté dans les centres ruraux et les communautés de pasteurs démunis. L'appui aux activités génératrices de revenu sera assuré principalement par le biais de la formation et d'un montage financier approprié. L'institution financière rurale participante (IFRP) accordera du crédit et dispensera une formation pour le démarrage des activités génératrices de revenu. On créera des centres de promotion des activités génératrices de revenu, où les bénéficiaires pourront avoir accès à l'information commerciale, administrative, fiscale et financière spécifique aux petites entreprises. Les agents de coordination des activités génératrices de revenu serviront de lien entre les bénéficiaires, l'administration locale et l'IFRP. La production agricole et le maraîchage occupent une place privilégiée dans la promotion des activités génératrices de revenu. Les cultures maraîchères sont particulièrement importantes en raison de leur effet bénéfique potentiel sur le niveau nutritionnel tant des cultivateurs que des pasteurs qui achètent les légumes. Le programme proposé renforcera les services de vulgarisation agricole. Il favorisera également la culture et la consommation de légumes et stimulera la demande du marché grâce à une vaste campagne médiatique.

19. **Services financiers ruraux.** Des services financiers ruraux axés sur la pauvreté et sur la promotion de la femme seront indispensables pour aider le groupe cible à se doter de ressources productives en vue d'un développement durable. On appuiera l'IFRP pour qu'elle devienne un prestataire de services financiers ruraux viable et efficace. Elle encouragera l'épargne afin de favoriser la pérennité des initiatives. Une vaste campagne de sensibilisation aux activités d'épargne et de crédit sera menée avant le décaissement des prêts en faveur des bénéficiaires. Au titre de l'accord de prêt subsidiaire, le programme envisagé permettra à l'IFRP d'obtenir un financement additionnel à long terme à des taux qui lui assureront une marge suffisante pour le développement institutionnel. Grâce à ces ressources, l'IFRP pourra réaliser des opérations de crédit rentables avec les groupes



cibles du programme et organiser le recrutement d'un sous-traitant qualifié pour les modules de formation à l'intention des entreprises. Par ailleurs, l'IFRP peut utiliser les fonds du prêt subsidiaire pour former son personnel, moderniser les bureaux à l'échelon des *aimags* et sous-traiter la formation des bénéficiaires. Le programme envisagé appuiera le programme de prêt de la Netmon LLC et XacBank LLC, qui comprendra deux types de prêts: l'un pour les groupements de pasteurs, les coopératives d'éleveurs et les coopératives d'épargne et de crédit, et l'autre pour les particuliers. Les prêts seront octroyés pour des activités génératrices de revenu et pour résoudre les problèmes de liquidités. La Netmon LLC et XacBank LLC sous-traitera l'Initiative régionale de croissance économique de Gobi (l'"initiative de Gobi"), programme de développement financé par l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID), en vue de mettre en œuvre un programme de constitution de groupements et de formation destiné aux éleveurs. Les particuliers se lançant dans des activités génératrices de revenu bénéficieront également de cette formation. Pendant ce programme de sept ans, 176 groupements, 108 coopératives et 16 coopératives d'épargne et de crédit devraient être créés.

20. **Activités de développement social.** Cette composante couvrira simultanément trois domaines. Premièrement, un appui sera fourni directement aux femmes et au groupe extrêmement vulnérable des ménages dirigés par une femme, qui bénéficieront d'une formation et de petits prêts pour des activités génératrices de revenu. Le programme appuiera également une campagne de planification de la famille de vaste portée, s'inscrivant dans le cadre d'une initiative en faveur de l'équité entre les sexes. Des contrats seront passés avec la Fédération des femmes mongoliennes et avec ses associations locales, un soutien logistique et financier sera fourni et le personnel sera formé. Deuxièmement, le système d'enseignement préscolaire et primaire sera amélioré dans les zones rurales reculées. Les écoles primaires qui restent à l'échelon des *bags* (sous-districts) seront remises en état, et leurs enseignants recevront une formation. Les dortoirs des écoles des *soums* seront rénovés et les écoles seront équipées d'ordinateurs avec connexion à Internet. Troisièmement, les services de santé de base dans les endroits reculés seront renforcés, en particulier parmi les communautés de pasteurs. Il faut en priorité améliorer la qualité des services de santé, surtout à l'échelon du *bag*, et faciliter l'accès des ménages de pasteurs aux services. Les médecins, les infirmières et les sages-femmes des *bags* recevront du matériel et une formation supplémentaire aux soins de santé; certains établissements hospitaliers des *soums* seront modernisés, et un petit hôpital sera construit dans les *soums* n'en ayant pas. Par ailleurs, les médecins des *soums* recevront une formation supplémentaire à la gestion.

21. **Gestion.** Cette composante facilitera l'adoption au niveau local d'un dispositif de gestion adapté aux bénéficiaires, reposant dans une large mesure sur le travail des comités de gestion et de surveillance des parcours. Les membres de ces comités seront issus du *bag khural* (parlement local ou organe élu) et représenteront largement la communauté des pasteurs et les utilisateurs des ressources naturelles. Les comités de gestion et de surveillance des parcours élaboreront des cartes des ressources ainsi que des propositions d'initiatives de développement présentées au niveau du *soum*. Sur la base des propositions des *bags*, un comité de programme du *soum* sera créé sous la direction du gouverneur du *soum*. Ce comité préparera les propositions du *soum* en matière de développement et les présentera en temps voulu au comité de pilotage du programme de l'*aimag*.

22. Les unités d'exécution du programme (UEP), créées à l'échelon des *aimags*, seront installées auprès du bureau du gouverneur. Elles auront pour principales tâches de: i) faciliter le travail des organismes techniques d'exécution; et ii) suivre l'exécution et établir les rapports. Une petite unité de soutien au programme sera établie auprès du Ministère de l'alimentation et de l'agriculture. Elle sera essentiellement chargée de l'organisation du soutien au programme proposé dans les domaines de la formation, des études, de l'évaluation et du recrutement du personnel d'assistance technique. Par ailleurs, l'unité de soutien fera fonction de secrétariat du comité national de pilotage du programme. Le comité national de pilotage ainsi que les comités locaux de pilotage comprendront une représentante de la Fédération des femmes mongoliennes, qui est la principale organisation chargée d'aider les femmes.

D. Coûts et financement

23. **Coûts.** Le coût total du programme sur sept ans, y compris les provisions pour aléas, les droits et les taxes, est estimé à 19,1 millions de USD. La composante devises est évaluée à 22% du total. Les taxes et les droits aux taux en vigueur représentent environ 7% des coûts totaux. Les coûts du programme, libellés en tugriks (MNT), sont calculés d'après les prix relevés pendant le premier trimestre de 2001. Aucune provision pour aléas d'exécution ou aléas financiers n'a été prévue pour le fonds de crédit renouvelable, ni pour le fonds de secours d'urgence. Une provision de 10% pour aléas d'exécution a été appliquée pour toutes les dépenses de matériaux relatifs aux travaux d'infrastructure. Une provision pour aléas financiers a été prévue pour tous les coûts en espèces, à l'exception du fonds de crédit renouvelable et du fonds de secours d'urgence. Le taux de change a été calculé sur la base de la parité constante du pouvoir d'achat, afin de tenir compte de la différence entre les taux d'inflation intérieur et extérieur. Le résumé des coûts par composante est présenté au tableau 1.

TABEAU 1: RÉSUMÉ DES COÛTS DU PROGRAMME^a
(en milliers de USD)

Composante	Monnaie locale	Devises	Total	% en devises	% des coûts de base
Gestion de l'élevage et des ressources naturelles	3 717	1 868	5 585	33	33
Autres activités économiques	652	532	1 184	45	7
Services financiers ruraux	4 128	28	4 156	1	24
Activités de développement social	2 639	1 051	3 690	28	22
Gestion	2 172	250	2 422	10	14
Total des coûts de base	13 308	3 729	17 037	22	100
Provision pour aléas d'exécution	669	197	865	23	5
Provision pour aléas financiers	843	336	1 179	29	7
Total des coûts du programme	14 820	4 261	19 081	22	112

^a Toute discordance dans les totaux est due à l'arrondissement des chiffres.

24. **Financement.** Un prêt du FIDA d'un montant de 14,8 millions de USD est proposé; il financera 77,6% des coûts totaux (bâtiments, matériel technique, formation du personnel et des bénéficiaires, crédit, et assistance technique et études). La Netmon LLC et XacBank LLC apportera 1,6 million de USD, soit 8,3% des coûts totaux. Cette contribution fera l'objet d'un accord de prêt subsidiaire entre le gouvernement et la Netmon LLC et XacBank LLC. Au total, 3,4 millions de USD, dont 0,75 million seront alloués après l'examen du programme, seront mis à disposition pour du crédit supplémentaire. Le gouvernement apportera en espèces l'équivalent de 1,4 million de USD, soit 7,3% du coût total. Par ailleurs, il prendra à sa charge les coûts relatifs à tous les droits et taxes, ou fera en sorte que tous les articles achetés avec les fonds du FIDA en soient exonérés. Ces coûts sont estimés à l'équivalent de 1,3 million de USD, soit 6,8% des coûts totaux. La contribution des bénéficiaires, qui sera exclusivement en nature, n'a pas été chiffrée. La proposition de financement est présentée en détail au tableau 2.

TABLEAU 2: PLAN DE FINANCEMENT^a
(en milliers de USD)

Composante	FIDA		Gouvernement		IFRP		Total		Devises	Monnaie locale (hors taxes)	Droits et taxes
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%			
Gestion de l'élevage et des ressources naturelles											
Mise en valeur des parcours	145	84,5	27	15,5	-	-	172	0,9	107	38	27
Remise en état de puits	867	81,8	193	18,2	-	-	1 061	5,6	775	93	193
Fourrage et fenaïson	327	96,4	12	3,6	-	-	339	1,8	111	216	12
Dératisation	44	100,0	-	-	-	-	44	0,2	22	22	-
Services vétérinaires	969	81,1	225	18,9	-	-	1 195	6,3	295	758	141
Services zootechniques	419	96,4	16	3,6	-	-	434	2,3	212	207	16
Fonds d'urgence Dzud	790	100,0	-	-	-	-	790	4,1	-	790	-
Vulgarisation	1 677	71,4	670	28,6	-	-	2 348	12,3	596	1 534	218
Sous-total	5 238	82,1	1 143	17,9	-	-	6 381	33,4	2 117	3 658	607
Autres activités économiques											
Production végétale	465	83,2	93	16,8	-	-	558	2,9	375	90	93
Création de revenu	654	79,4	169	20,6	-	-	824	4,3	263	485	75
Sous-total	1 119	81,0	263	19,0	-	-	1 382	7,2	638	575	169
Services financiers ruraux	2 575	61,9	-	-	1 582	38,1	4 157	21,8	28	4 129	-
Activités de développement social											
Intégration des femmes au développement	504	82,5	106	17,4	-	-	610	3,2	188	375	47
Éducation	1 513	77,5	440	22,5	-	-	1 953	10,2	435	1 342	176
Santé	1 496	85,1	261	14,9	-	-	1 757	9,2	579	917	261
Sous-total	3 512	81,3	809	18,7	-	-	4 321	22,6	1 203	2 634	485
Gestion											
UEP des <i>aimags</i>	988	77,5	286	22,5	-	-	1 275	6,7	89	1 163	22
Comités de <i>soums</i>	344	68,3	159	31,6	-	-	503	2,6	73	412	18
Unité de soutien au programme	1 030	97,0	33	3,0	-	-	1 063	5,6	114	943	6
Sous-total	2 362	86,9	478	16,8	-	-	2 840	14,9	276	2 518	46
Total des décaissements	14 806	77,6	2 693	14,1	1 582	8,3	19 081	100,0	4 261	13 513	1 307

^a Toute discordance dans les totaux est due à l'arrondissement des chiffres.

E. Passation des marchés, décaissements, comptabilité et vérification des comptes

25. **Passation des marchés.** Tout contrat relatif aux travaux de génie civil, aux biens, aux services de consultants et à la formation dont le montant estimatif est égal ou supérieur à l'équivalent de 250 000 USD sera passé par voie d'appel d'offres international. Les contrats dont le montant estimatif est supérieur à l'équivalent de 30 000 USD mais inférieur à 250 000 USD seront soumis aux procédures d'appel à la concurrence locale. Les contrats dont le montant estimatif est supérieur à l'équivalent de 5 000 USD mais ne dépasse pas 30 000 USD seront passés après consultation de fournisseurs à l'échelon national; ceux dont le montant estimatif est égal ou inférieur à l'équivalent de 5 000 USD seront passés par entente directe.

26. **Décaissements.** Le prêt du FIDA sera décaissé sur sept ans. Les prélèvements concernant les dépenses de formation locale et les paiements au titre de contrats d'un montant inférieur à l'équivalent de 20 000 USD se feront sur présentation des relevés des dépenses certifiés. Pour que les fonds du prêt soient immédiatement disponibles, le gouvernement ouvrira et maintiendra un compte spécial libellé en USD, sur lequel sera déposée la somme initiale de 1 million de USD. Les prêts aux bénéficiaires seront préfinancés moyennant la création de fonds renouvelables auprès de chaque banque participante. À cet effet, ces banques recevront un dépôt initial égal au montant du crédit nécessaire pour la première année, estimé d'après le plan de travail et budget tel qu'il est agréé par chaque UEP conjointement avec les bureaux des directeurs des banques. Des récapitulatifs mensuels



du crédit décaissé et remboursé, ventilés par sexe, seront établis en vue des examens périodiques effectués par les missions de supervision.

27. **Comptabilité et vérification des comptes.** Des comptes consolidés seront tenus par chaque UEP. Les rapports financiers et les pratiques comptables du projet de lutte contre la pauvreté rurale dans la province d'Arhangai rencontrent l'agrément du FIDA. Les sections comptables des UEP seront dotées du personnel voulu et seront parfaitement à même de faire face aux exigences du programme proposé en matière de comptabilité. La vérification de tous les comptes sera effectuée pour les deux premiers exercices par le vérificateur général des comptes de l'emprunteur et pour les exercices suivants par un vérificateur jugé acceptable par le Fonds. Des registres de toutes les dépenses correspondant aux articles achetés au titre du programme seront tenus par les UEP et par l'unité de soutien au programme. Le Ministère des finances et de l'économie passera en revue les retraits effectués sur le compte du programme en s'appuyant sur les relevés des dépenses et indiquera si ces dépenses remplissent pleinement les conditions requises pour pouvoir faire l'objet de décaissements des fonds du FIDA. Il examinera également les aspects des opérations de crédit relatifs à la gestion et formulera des observations sur les décaissements, le remboursement et les provisions pour créances douteuses. Le gouvernement fournira des copies certifiées conformes des rapports d'audit au FIDA et à l'institution coopérante dans les trois mois suivant la fin de chaque année budgétaire.

F. Organisation et gestion

28. **Participation des bénéficiaires.** Un comité de gestion et de surveillance des parcours géré par l'administration locale sera créé dans chaque *bag*, afin de mettre en contact la population locale et les prestataires de services. Le gouverneur en fera partie mais ne le présidera pas nécessairement. Ce comité aura pour objet de: i) réunir les membres de la communauté pour qu'ils examinent les possibilités d'investissement dans la région et les classent par ordre de priorité; ii) diffuser des informations sur les activités du programme auprès de tous les ménages; iii) suivre l'exécution du programme et son impact sur les moyens de subsistance de la population rurale; iv) surveiller les décaissements, la supervision et le recouvrement des prêts; enfin, v) s'assurer que les activités sont convenablement ciblées et que les résultats obtenus sont suivis.

29. **Problématique hommes-femmes.** Chaque proposition du programme a été soigneusement examinée en fonction de son impact potentiel sur l'intégration des femmes et, lorsque cela a été nécessaire et possible, elle a été adaptée de manière à améliorer l'équité entre les sexes. La composante développement social sera le pivot de l'intégration des femmes grâce à un créneau spécial d'activités génératrices de revenu, à une vaste campagne de sensibilisation aux questions de santé et à l'amélioration de l'accès aux services de santé et d'éducation. Les services de vulgarisation proposés appliqueront une approche à deux volets pour le soutien technique et la formation. L'élevage étant surtout une activité masculine, la vulgarisation dans ce domaine sera axée sur les hommes. D'autre part, l'accès des femmes aux activités semi-commerciales courantes que sont le maraîchage et l'agriculture paysanne sera facilité grâce à une vulgarisation appropriée. La composante éducation est axée en particulier sur les garçons appartenant aux ménages de pasteurs, qui forment la majorité des enfants n'ayant jamais été scolarisés ou ayant abandonné l'école. La composante santé apportera un soutien aux ménages ruraux, en insistant sur la santé de la procréation et sur la planification de la famille. Les associations féminines faciliteront l'accès des femmes démunies aux possibilités de formation de revenu dans le but d'intégrer les participantes dans la composante principale des activités génératrices de revenu.

30. **Ciblage des services financiers ruraux.** La composante services financiers ruraux sera exécutée par la Netmon LLC et XacBank LLC, qui agira en qualité d'IFRP et signera un accord de prêt subsidiaire avec le Ministère des finances et de l'économie. L'IFRP mettra en œuvre le programme de prêt en faveur des diverses activités génératrices de revenu et des pasteurs. La Netmon



LLC et XacBank LLC appliquera ses propres procédures pour assurer à la population cible des services financiers d'un bon rapport coût-efficacité. Toute restructuration qui, de l'avis du gouvernement et du FIDA, porte atteinte à sa capacité de mettre en œuvre la composante constituée au plan juridique un motif de suspension de l'accord de prêt subsidiaire. Une clause a été incluse à cet effet dans l'accord. S'agissant de l'exécution des activités de formation collectives, la Netmon LLC et XacBank LLC sous-traitera l'initiative de Gobi. Les clauses et modalités de ce contrat seront examinées par le Fonds avant son exécution.

31. **Gestion du programme.** Les institutions assumant la responsabilité générale du programme proposé au niveau national seront le Ministère de l'alimentation et de l'agriculture et le Ministère des finances et de l'économie. Le bureau du gouverneur sera le principal responsable de l'exécution dans chaque province. Avec l'aide de l'UEP, le bureau du gouverneur dirigera et coordonnera le travail de toutes les institutions participantes, notamment la Direction provinciale de l'agriculture, du commerce et de l'industrie, la Direction de l'éducation, la Direction de la santé et l'antenne locale de la Fédération des femmes mongoliennes. L'IFRP exécutera la composante financement rural. Les accords de gestion au niveau central et de l'*aimag* stipuleront le rôle et les responsabilités de chaque organisme d'exécution et donneront des précisions sur les procédures de mise en œuvre. L'accord de prêt subsidiaire entre le Ministère des finances et de l'économie et l'IFRP, la Netmon LLC et XacBank LLC, définira les modalités et conditions de prêt à l'emprunteur final.

32. Le programme proposé sera exécuté par l'intermédiaire des UEP provinciales, installées auprès des bureaux des gouverneurs de province, sous la direction générale des comités de pilotage locaux et national. Le comité national de pilotage du programme sera formé de fonctionnaires clés des divers ministères et institutions associés à l'exécution. L'unité de soutien au programme, établie auprès du Ministère de l'alimentation et de l'agriculture, fera fonction de secrétariat du comité national de pilotage. Les comités de pilotage à l'échelon de l'*aimag* et du *soum* seront désignés par les *khurals* locaux, et les comités de gestion et de surveillance des parcours des *bags* seront nommés par les *bag khurals*. La Fédération des femmes mongoliennes ou ses antennes locales seront également représentées dans les comités de pilotage. Ces comités se réuniront tous les trimestres pour indiquer les grandes orientations, approuver les plans, examiner les rapports et, de manière générale, appuyer les activités du programme proposé. Les femmes seront relativement bien représentées dans les UEP, et le recrutement futur devrait permettre de porter la proportion de personnel féminin à 50%. Les ressources du programme réservées aux dépenses d'équipement et de fonctionnement seront allouées en temps voulu aux institutions participantes, telles que l'IFRP et la Fédération des femmes mongoliennes, conformément au plan de travail et budget annuel approuvé. Les opérations du programme commenceront à titre expérimental dans deux *soums* de chaque *aimag*, où l'approche fondée sur les comités de gestion et de surveillance des parcours sera adoptée, accompagnée d'une assistance technique visant à garantir qu'elle est convenablement appliquée. Ces *soums* pilotes serviront de centres de formation en vue de l'élargissement à d'autres *soums*.

33. **Suivi.** On favorisera le travail en équipe, en mettant à profit la collaboration du FIDA avec l'UNOPS et le système de gestion informatisée de l'IFRP, avec en outre le concours de consultants nationaux. Des rapports de situation annuels, contenant des informations différenciées par sexe, seront préparés par l'UEP provinciale. Ils porteront essentiellement sur les indicateurs clés concernant: i) la gestion des parcours et la production animale; ii) les revenus des ménages (ou des indicateurs représentatifs concernant l'amélioration de l'autosuffisance alimentaire et/ou les dépenses discrétionnaires); iii) les revenus des femmes participant aux activités appuyées par le programme; enfin, iv) l'utilisation de l'infrastructure sociale, notamment les écoles primaires et les établissements de santé. Les aspects matériels, écologiques, financiers, institutionnels et socioéconomiques seront traités dans les rapports destinés au FIDA. Le suivi sera directement rattaché au système ordinaire d'établissement de rapports, en tant que partie intégrante de la gestion locale, avec le concours des services statistiques locaux. Les rapports porteront essentiellement sur les résultats obtenus grâce aux

techniques participatives de suivi et évaluation (S&E) appliquées dans les ménages bénéficiaires. Enfin, un système spécifique de gestion du crédit et d'information sera mis en place.

34. Des ateliers de démarrage seront organisés aux niveaux national, provincial et des *soums*. En outre, un atelier annuel sera tenu dans chaque *aimag*. Ces ateliers de gestion auront pour principal objectif de faire le bilan de l'année précédente, d'échanger les enseignements dégagés au cours de l'année, et d'en tenir compte pour le plan de travail et budget annuel. Parallèlement, des ateliers annuels organisés à l'échelon des *soums* traiteront essentiellement de la problématique hommes-femmes, des méthodes de diagnostic participatif, des services financiers et des questions d'intérêt commun. La participation des groupements de bénéficiaires, tels que les comités de gestion et de surveillance des parcours, sera essentielle.

35. **Évaluation de l'impact.** Les principaux instruments servant à évaluer l'impact des activités du programme sont l'enquête de référence, les deux examens du programme et l'examen terminal. L'enquête de référence sera réalisée avant le démarrage des activités. L'examen du programme remplira la même fonction que l'examen à mi-parcours et permettra d'ajuster les paramètres de base. Les examens du programme porteront essentiellement sur la gestion, ainsi que sur le flux des fonds, l'exécution de la composante services financiers ruraux, l'utilisation du fonds de secours d'urgence, l'efficacité des comités de gestion et de surveillance des parcours, et l'approche différenciée selon le sexe et participative adoptée pour la planification.

G. Justification économique

36. **Avantages, bénéficiaires et intégration des femmes au développement.** Compte tenu de la diversité et de l'ampleur des diverses propositions de développement techniques et socioéconomiques contenues dans le programme, 90 à 95% des ménages de la zone desservie, soit environ 80 000 ménages, tireront probablement un avantage direct des activités. Les enseignements tirés du projet de lutte contre la pauvreté rurale dans la province d'Arhangai, en cours d'exécution, indiquent que les revenus des familles de pasteurs ont été multipliés par 1,9 et ceux des familles pratiquant des activités génératrices de revenu par 1,7. Compte tenu de l'approche multisectorielle du programme proposé, l'estimation prudente selon laquelle, dans l'ensemble, les revenus des ménages seront approximativement multipliés par deux est acceptable.

37. Il est prévu qu'environ 4 100 pasteurs participent à la formation concernant la gestion des parcours et la production fourragère. Quelque 18 000 ménages recevront des intrants et une formation pour la production maraîchère destinée à la consommation familiale. Au moins 1 500 ménages devraient choisir comme activité rémunératrice la production horticole. Par l'intermédiaire de l'IFRP, environ 2 150 prêts seront octroyés pour l'élevage ou la fenaison, ainsi que 8 400 prêts de campagne ou d'équipement. Plus de 3 000 emplois seront créés grâce à des activités génératrices de revenu ne reposant pas sur l'exploitation de la terre. Environ 15 000 personnes, surtout des femmes, tireront également profit des divers programmes de formation assurés au titre du soutien aux activités génératrices de revenu et de la composante développement social. L'amélioration de l'enseignement aura un impact bénéfique sur les compétences des générations futures d'éleveurs dans l'optique d'une commercialisation efficace des produits d'élevage. Un meilleur accès aux services de santé, même dans les régions les plus reculées, renforcera la capacité de production et la qualité de la vie sociale. Les associations féminines aideront les ménages dirigés par une femme moyennant une formation et des petits prêts.

38. **Analyse économique et financière.** Les données provenant de trois modèles (production horticole, fenaison et développement de l'élevage) illustrent les avantages concrets qui se matérialiseront lorsque les activités du programme auront atteint le stade de plein effet. L'augmentation moyenne de la valeur de la production sera facilement multipliée par trois pour les



pommes de terre. La plupart des autres activités génératrices de revenu assureront aux bénéficiaires un accroissement moyen de leur revenu d'environ 100 à 200 USD. On a estimé que les activités d'élevage auront un taux de rendement interne de 80% pour l'amélioration des troupeaux et de 150% pour l'augmentation du nombre de têtes de bétail. Cependant, dans l'ensemble, les effets et les avantages se manifesteront probablement dans le long terme plutôt que dans l'immédiat, et seront le plus souvent non quantifiables. C'est ainsi que de meilleures pratiques de gestion de l'élevage pourraient relever le niveau de qualité des produits d'élevage, du fait de l'amélioration de la génétique, des services techniques et de l'alimentation. L'estimation de ces avantages à long terme est trop imprécise pour permettre une analyse économique sérieuse. Les possibilités offertes par les activités génératrices de revenu sont également fonction de multiples facteurs et varient selon les cas. Seuls le bénéficiaire et la banque concernée seront à même d'analyser la situation spécifique et de passer ultérieurement des arrangements contractuels à caractère obligatoire. Enfin, le programme proposé appuiera résolument les services de santé et d'éducation de base, qui auront des effets bénéfiques considérables mais non quantifiables. Pour ces raisons, le calcul habituel du taux de rendement interne n'a pas été effectué.

H. Risques

39. Il existe un risque lié à la capacité des institutions à mettre en œuvre les activités d'une manière pleinement participative. Pour que le programme ait toutes les chances de réussir, un appui sera fourni dans le cadre de l'assistance technique en vue de former et de motiver les agents d'exécution. Cette formation indispensable au diagnostic participatif sera assurée dès le démarrage du programme dans les deux *soums* pilotes de chaque *aimag*. Les comités de gestion et de surveillance des parcours serviront de centre de coordination, car ils sont le pivot de l'action du programme pour ce qui concerne la mise en valeur durable des parcours et le développement de l'élevage. Les agents d'exécution recevront les moyens matériels et financiers nécessaires pour atteindre cet objectif. Enfin, il existe un risque lié aux phénomènes climatiques extrêmes. Le programme proposé vise à améliorer, grâce à la gestion des risques, la capacité d'adaptation de l'ensemble de la communauté, à commencer par les pasteurs. Étant donné que les avantages des initiatives proposées ne se matérialiseront pas immédiatement, un dispositif de sécurité supplémentaire a été prévu sous la forme d'un fonds de secours d'urgence. Ce fonds permettra d'atténuer les effets les plus graves touchant les pasteurs les plus pauvres afin d'éviter que, par découragement, ils n'en reviennent à leurs anciennes méthodes d'élevage non-viables.

I. Impact sur l'environnement

40. Le programme proposé intervient dans une région de parcours typique de la Mongolie. Bien qu'elle se détériore rapidement en certains endroits, la couverture végétale reste dans l'ensemble bonne et l'érosion du sol est relativement limitée. Des méthodes de gestion des parcours pleinement participatives seront adoptées dans toute la zone visée. Cette aide à la gestion devrait contribuer notablement à l'exploitation durable des ressources naturelles. La réparation des puits des parcours améliorera la répartition spatiale de la charge de pâturage. Le programme proposé financera par ailleurs un examen approfondi des dégâts causés éventuellement aux parcours par les rongeurs. Il poursuivra l'étude des méthodes de lutte contre les rongeurs écologiquement rationnelles et axées sur les bénéficiaires. Des consultations sont en cours avec le programme du Fonds pour l'environnement mondial pour appuyer les activités de gestion des parcours dans la zone visée. Dans l'ensemble, le programme encourage les activités favorisant l'utilisation durable des ressources naturelles. Il n'aura donc vraisemblablement pas d'effets préjudiciables importants sur l'environnement et a été classé dans la catégorie "B".

J. Caractéristiques novatrices

41. **Démarginalisation des bénéficiaires.** Le programme a été conçu par une équipe de consultants nationaux avec un appui international limité. Les activités de diagnostic participatif ont été menées dans trois *aimags*, avant la formulation du programme. Il s'agit du premier projet exécuté en Mongolie, dans lequel les activités de diagnostic participatif ont précédé la formulation et où les méthodes de conception fondées sur le cadre logique ont été largement utilisées. On s'assurera de la participation active des groupes cibles en appliquant également des méthodes de diagnostic participatif pour la préparation, la mise en œuvre et le suivi des plans des *bags*. Ainsi, toutes les parties prenantes seront effectivement associées à la gestion et chaque bénéficiaire pourra choisir librement parmi les activités proposées. On a insisté dans la conception sur la nécessité pour l'UEP d'assurer une gestion souple et adaptée aux circonstances, moyennant l'application efficace de méthodes de diagnostic participatif leur permettant de mieux comprendre les moyens de subsistance du groupe cible. Un programme de suivi induit par les bénéficiaires, donnant lieu à des rapports annuels écrits sur les services reçus et l'impact obtenu, sera mis en place.

42. **Renforcement des institutions au niveau local.** Le programme proposé instituera des comités locaux de gestion des parcours qui auront pleins pouvoirs pour autogérer les ressources. L'organisation du service de vulgarisation pour l'agriculture et l'élevage tiendra compte des besoins des clients. Ce service suivra les directives nationales du système qui a été mis en place avec un financement de la BASD et du Programme d'assistance technique à la Communauté des États indépendants. En particulier, les démonstrations des technologies appropriées de production animale et végétale contribueront à l'impact bénéfique du programme sur l'environnement. Ces démonstrations seront réalisées dans les propriétés des ménages bénéficiaires, une large place étant accordée aux femmes.

43. **Appui au renforcement des capacités.** S'agissant de l'octroi de crédit aux ménages bénéficiaires, le programme acheminera l'ensemble du crédit rural par l'intermédiaire de l'IFRP, qui gèrera ses opérations sur une base strictement commerciale. Compte tenu des difficultés inhérentes à l'organisation d'un véritable système bancaire, le programme permettra à l'IFRP d'utiliser une partie de sa marge d'intérêt pour couvrir partiellement les coûts irrécupérables que comporte la mise en place du système et pour le renforcement de ses capacités.

TROISIÈME PARTIE - INSTRUMENTS JURIDIQUES ET AUTORITÉ

44. Un accord de prêt entre la Mongolie et le FIDA constitue l'instrument juridique aux termes duquel le prêt proposé sera consenti à l'emprunteur. Un résumé des garanties supplémentaires importantes incluses dans l'accord de prêt négocié est joint en annexe.

45. La Mongolie est habilitée, en vertu de ses lois, à contracter un emprunt auprès du FIDA.

46. Il m'est acquis que le prêt proposé est conforme aux dispositions de l'Accord portant création du FIDA.



QUATRIÈME PARTIE - RECOMMANDATION

47. Je recommande que le Conseil d'administration approuve le prêt proposé en adoptant la résolution suivante:

DÉCIDE: Que le Fonds fera à la Mongolie un prêt en diverses monnaies d'un montant équivalant à onze millions deux cent mille droits de tirage spéciaux (11 200 000 DTS) venant à échéance le 1^{er} septembre 2042 et avant cette date. Ce prêt sera assorti d'une commission de service de trois quarts de point (0,75%) l'an et sera régi par toutes autres modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions présentées au Conseil d'administration dans le présent Rapport et recommandation du Président.

Le Président
Lennart Båge

RÉSUMÉ DES GARANTIES SUPPLÉMENTAIRES IMPORTANTES INCLUSES DANS L'ACCORD DE PRÊT NÉGOCIÉ

(Négociations de prêt conclues le 27 août 2002)

1. Le Gouvernement de la Mongolie (le "Gouvernement"), rétrocède les fonds provenant du prêt à chaque institution financière rurale participante aux fins d'exécution des services financiers ruraux conformément aux plans de travail et plans de financement annuels (PTPFA) et à un accord de prêt subsidiaire.
2. Le Gouvernement met les fonds provenant du prêt à la disposition de chaque UEP et du Ministère de l'alimentation et de l'agriculture aux fins d'exécution du programme, conformément à leurs plans de travail et budget annuels (PTBA) respectifs et aux procédures nationales habituelles en matière d'aide au développement.
3. Le Ministère des finances et de l'économie et le Ministère de l'alimentation et de l'agriculture concluent avec chaque UEP un accord relatif à la gestion du programme. Le Gouvernement vire les fonds provenant du prêt et autres ressources au crédit de chaque compte de développement du programme, à titre de don, conformément aux PTBA et à l'accord relatif à la gestion du programme.
4. Le Gouvernement met à la disposition du Ministère de l'alimentation et de l'agriculture, pendant la durée d'exécution du programme, des fonds de contrepartie, provenant de ses ressources propres, équivalant à 2,69 millions de USD, dont 1,3 million de USD au titre de la contribution gouvernementale aux impôts et conformément aux procédures nationales habituelles en matière d'aide au développement. Le Gouvernement ouvre pour chaque exercice budgétaire des crédits correspondant aux fonds de contrepartie prévus dans le PTBA pour l'année pertinente du programme et met ces crédits à la disposition de chaque UEP et de l'USP chaque semestre, par anticipation.
5. Conformément à l'accord de prêt subsidiaire, chaque institution financière rurale participante ouvre et maintient un fonds renouvelable financé par les fonds provenant du prêt et par l'institution participante, au crédit duquel seront versées toutes les rentrées de fonds afférentes au remboursement des crédits accordés aux bénéficiaires du programme. Chaque institution a recours aux fonds renouvelables pour financer les dépenses de fonctionnement, de formation et de création de groupes ainsi que les crédits supplémentaires accordés à la population cible. Le fonds renouvelable reste en fonction au moins jusqu'à ce que l'institution participante ait effectué le dernier remboursement du prêt subsidiaire au Gouvernement.
6. Le Gouvernement veille à ce que les femmes soient équitablement représentées dans les UEP ainsi qu'au sein du personnel du programme à l'échelon du *soum*, et à ce que le recrutement et les remplacements futurs portent la proportion du personnel féminin à 50%.
7. Le Gouvernement exonère d'impôts tous les biens importés financés par le prêt. À cette fin, le Ministère des finances et de l'économie veille à ce qu'une loi d'exonération d'impôts soit promulguée et entre en vigueur et communique cette loi au Ministère de l'alimentation et de l'agriculture et au FIDA au plus tard 30 jours après la date d'entrée en vigueur de l'accord de prêt.
8. Aucun décaissement de fonds du prêt ne peut être effectué au titre du fonds de réserve du crédit tant que la première mission d'examen du projet n'a pas été exécutée et n'a pas formulé une recommandation favorable à cet effet.



9. Les conditions suivantes sont spécifiées comme conditions additionnelles à l'entrée en vigueur de l'accord de prêt:

- a) chaque accord relatif à la gestion du programme conclu entre le Ministère des finances et de l'économie, le Ministère de l'alimentation et de l'agriculture et chacune des UEP concernant les dispositions relatives à l'exécution a été mis au point et approuvé par le FIDA;
- b) le directeur du programme et le directeur de chaque UEP ont été nommés;
- c) chaque UEP a été créée;
- d) l'USP a été créée;
- e) le Gouvernement a ouvert le compte spécial;
- f) chaque UEP a ouvert un compte de développement du programme;
- g) le Gouvernement a présenté au FIDA le projet de plan de travail annuel de chaque *aimag* pour la première année;
- h) le Gouvernement a déposé les fonds initiaux de contrepartie au crédit du compte de développement du programme de chaque *aimag* conformément à leurs PTBA respectifs pour la première année du programme;
- i) le commissaire aux comptes du programme a été nommé;
- j) le projet d'accord de prêt subsidiaire entre le Gouvernement, la Netmon LLC et la XacBank LLC a été exécuté d'une façon jugée satisfaisante par le FIDA;
- k) des ressources ont été mises à la disposition de la Netmon LLC et de la XacBank LLC conformément au PTPFA;
- l) l'accord de prêt du programme a été signé et la signature et l'exécution dudit accord par le Gouvernement ont été autorisées et ratifiées par toutes les instances administratives et gouvernementales compétentes; et
- m) un avis juridique favorable, émis par le Ministère de la justice et des affaires intérieures, a été remis par le Gouvernement au FIDA.

COUNTRY DATA

MONGOLIA

Land area (km² thousand) 2000 1/	1 567	GNI per capita (USD) 2000 1/	390
Total population (million) 2000 1/	2.4	GNP per capita growth (annual %) 2000 1/	1.7 a/
Population density (people per km²) 2000 1/	2	Inflation, consumer prices (annual %) 2000 1/	7.6 a/
Local currency	Mongolian tugrik (MNT)	Exchange rate: USD 1 =	MNT 1 108
Social Indicators		Economic Indicators	
Population (average annual population growth rate) 1980-99 2/	1.9	GDP (USD million) 2000 1/	975
Crude birth rate (per thousand people) 2000 1/	21 a/	Average annual rate of growth of GDP 2/ 1980-90	5.4
Crude death rate (per thousand people) 2000 1/	6 a/	1990-99	0.7
Infant mortality rate (per thousand live births) 2000 1/	58 a/	Sectoral distribution of GDP 2000 1/	
Life expectancy at birth (years) 2000 1/	67 a/	% agriculture	32 a/
Number of rural poor (million) (approximate) 1/	0.3	% industry	30 a/
Poor as % of total rural population 2/	33	% manufacturing	n.a.
Total labour force (million) 2000 1/	1.2	% services	39 a/
Female labour force as % of total 2000 1/	47	Consumption 2000 1/	
Education		General government final consumption expenditure (as % of GDP)	18 a/
School enrolment, primary (% gross) 2000 1/	88 a/	Household final consumption expenditure, etc. (as % of GDP)	63 a/
Adult illiteracy rate (% age 15 and above) 2000 1/	37	Gross domestic savings (as % of GDP)	21 a/
Nutrition		Balance of Payments (USD million)	
Daily calorie supply per capita, 1997 3/	1 917	Merchandise exports 2000 1/	400
Malnutrition prevalence, height for age (% of children Under 5) 2000 1/	25 a/	Merchandise imports 2000 1/	440
Malnutrition prevalence, weight for age (% of children Under 5) 2000 1/	13 a/	Balance of merchandise trade	-40
Health		Current account balances (USD million)	
Health expenditure, total (as % of GDP) 2000 1/	n.a.	before official transfers 1999 1/	-126
Physicians (per thousand people) 1999 1/	n.a.	after official transfers 1999 1/	-52
Population without access to safe water (%) 1990-98 3/	32	Foreign direct investment, net 1999 1/	30
Population without access to health services (%) 1981-93 3/	0	Government Finance	
Population without access to sanitation (%) 1990-98 3/	n.a.	Overall budget deficit (including grants) (as % of GDP) 1999 1/	-10.4
Agriculture and Food		Total expenditure (% of GDP) 1999 1/	24.1
Food imports (% of merchandise imports) 1999 1/	14 a/	Total external debt (USD million) 1999 1/	891
Fertilizer consumption (hundreds of grams per ha of Arable land) 1998 1/	38	Present value of debt (as % of GNI) 1999 1/	59
Food production index (1989-91=100) 2000 1/	83.8	Total debt service (% of exports of goods and services) 1999 1/	4.8
Cereal yield (kg per ha) 2000 1/	956	Lending interest rate (%) 2000 1/	30.3
Land Use		Deposit interest rate (%) 2000 1/	13.8
Arable land as % of land area 1998 1/	0.8		
Forest area (km ² thousand) 2000 2/	106		
Forest area as % of total land area 2000 2/	6.8		
Irrigated land as % of cropland 1998 1/	6.4		

a/ Data are for years or periods other than those specified.

n.a. = information not available

1/ World Bank, *World Development Indicators* database

2/ World Bank, *World Development Indicators*, 2001

3/ UNDP, *Human Development Report*, 2000



PREVIOUS IFAD FINANCING TO MONGOLIA

Project Name	Initiating Institution	Cooperating Institution	Lending Terms	Board Approval	Loan Effectiveness	Current Closing Date	Loan/Grant Acronym	Currency	Approved Loan/Grant Amount	Disbursement (as % of approved amount)
Arhangai Rural Poverty Alleviation Project	IFAD	UNOPS	HC	17 Apr 96	04 Nov 96	31 Dec 03	G - I - 12 - MN	USD	50	99.9%
Arhangai Rural Poverty Alleviation Project	IFAD	UNOPS	HC	17 Apr 96	04 Nov 96	31 Dec 03	L - I - 412 - MN	SDR	3 450 00	50%

APPENDIX III

LOGICAL FRAMEWORK

Narrative Summary	Verifiable Indicators	Means of Verification	Important Assumptions
Project Goal			Goal to Supergoal
1 Sustainable and equitable poverty reduction in livelihood in insecure <i>aimags</i>	1 Population below official poverty lines reduced by 67% by 2010	1 M&E Statistic reports and	1 Other ongoing programmes continued and coordination achieved
1 Achieve income growth for herders and urban dwellers 2 Increase impact of social services	1 Incidence of preventable disease reduced 2 School drop-outs decreased by 50% and 4 500 IGAs started 3 More than 6 000 jobs sustainably created 4 Average income of 80 000 beneficiaries doubled by project end	1 M&E Statistic reports and	1 Prices and demand elastic 2 No major droughts recorded 3 Support service costs remain in line with outputs
Project Outputs			Outputs to Purpose
1.1 Rangeland management systems strengthened 1.2 Herder resilience to natural calamities improved	1.1.1 377 herder communities organized in RMMCs 1.1.2 377 <i>bag</i> -level rangeland management plans established 1.1.3 4 veterinary associations established 1.1.4 540 wells rehabilitated 1.1.5 Rodent-control research programme executed 1.1.6 1 615 haymaking demonstrations held	1.1.1 PIU reports 1.1.2 PIU reports 1.1.3 PIU reports 1.1.4 PIU reports 1.1.5 PIU reports 1.1.6 PIU reports	1.1.1 Participatory management methods adopted and fully supported 1.1.2 Pump management arrangements successfully implemented
1.2 Support services for livestock development strengthened	1.2.1 4 <i>aimag</i> labs rehabilitated, veterinarians retrained in 486 sessions 1.2.2 16 breeding associations established 32 staff of same trained and annual shows supported 1.2.3 Emergency funds established and allocated	1.2.1 MFA reports 1.2.2 MFA reports 1.2.3 PIU reports	1.2.3 Triggers monitored
2 Livestock and crops extension service established	2.1 3 <i>Aimag</i> centres built and equipped 78 <i>soum</i> offices rehabilitated 78 <i>soum</i> livestock officers trained 377 <i>bag</i> 'herder schools' established Weekly radio transmissions made 2.2 64 <i>soum</i> crops officers trained 464 demonstrations held 18 000 vegetable starter packets distributed Weekly radio transmissions made	2.1 MFA reports 2.2 MFA reports	
3 IGAs supported	3.1 77 IGA shops established 9 720 households supported for self-learning 3.2 1 485 households supported for (semi) commercial vegetable growing 2 070 herder households supported for herd upgrading or scaling up 800 households supported with other IGA training provided for all the above	3.1 PIU reports 3.2 PIU reports	3.2 Technical inputs of good quality, skill trainers identified



INTERNATIONAL FUND FOR AGRICULTURAL DEVELOPMENT

APPENDIX III

4.	Poverty and gender-sensitive financial services provided by private banks	4.1 4.2	4 Bank <i>aimag</i> offices upgraded 40 <i>soum</i> bank counters established Staff of above trained 2 150 herding and haymaking loans extended 8 400 other investment and seasonal loans provided for IGAs	4.1 4.2	PIU and PRFI reports PIU and PRFI reports	5	Appropriate credit channel(s) identified Spreads attractive to banks, given perceived risk
5.	Social services improved	5.1 5.2 5.3	6 annual campaigns for woman-headed household IGAs 6 annual campaigns on family planning 3 900 school drop-outs reintegrated 21 <i>bag</i> primary schools upgraded 73 mobile kindergartens provided 24 <i>soum</i> primary school dormitories rehabilitated 49 <i>feldsher</i> (rural doctors) posts upgraded 2 <i>soum</i> hospitals built 61 <i>soum</i> hospitals rehabilitated 353 baseline health workers retrained	5.1 5.2	Mongolian Women's Federation (MWF) reports Reports of the Ministry of Science, Education and Culture (MOSTEC) Reports of the Ministry of Health and Social Welfare (MOHSW)		
6	Management institutions established at all levels	6.1 6.2	4 <i>aimag</i> PIUs 77 <i>soum</i> committees	6	PIU reports		
	Activities		Inputs		Means of verification		Important assumptions
1.1.1	Establish RMMCs	1.1.1	Materials (USD 0.1 million)	1.1.1	Project M&E system	1.1.1	PRA training sustained 1
1.1.2	Prepare resource maps	1.1.2	Materials (USD 0.1 million)	1.1.2	Project M&E system	1.1.2	
1.1.3	Train herders	1.1.3	Daily subsistence allowance (DSA) and materials (USD 0.1 million)	1.1.3	Project M&E system	1.1.3	
1.1.4	Repair wells	1.1.4	Work and equipment (USD 1.0 million)	1.1.4	Project M&E system	1.1.4	
1.1.5	Train attendants	1.1.5	DSA and materials (USD 0.1 million)	1.1.5	Project M&E system	1.1.5	
1.1.6	Control rodents	1.1.6	Materials (USD 0.1 million)	1.1.6	Project M&E system	1.1.6	
1.1.7	Support winter feeding	1.1.7	Inputs, DSA and materials (USD 0.4 million)	1.1.7	Project M&E system	1.1.7	1.1. Experiments are successful 7
1.2.1	Rehabilitate veterinary support	1.2.1	Building and equipment (USD 0.7 million)	1.2.1	Project M&E system	1.2.1	1.2. Counterpart funds 1 available on time
1.2.2	Train veterinarians	1.2.2	DSA and materials (USD 0.1 million)	1.2.2	Project M&E system	1.2.2	
1.2.3	Train herders	1.2.3	DSA and materials (USD 0.1 million)	1.2.3	Project M&E system	1.2.3	
1.2.4	Establish Veterinary associations	1.2.4	Materials (USD 0.1 million)	1.2.4	Project M&E system	1.2.4	
1.2.5	Establish breeding associations	1.2.5	Materials (USD 0.1 million)	1.2.5	Project M&E system	1.2.5	
1.2.6	Train staff of above	1.2.6	DSA and materials (USD 0.1 million)	1.2.6	Project M&E system	1.2.6	
1.2.7	Support research and development (R&D)	1.2.7	Work and equipment (USD 0.3 million)	1.2.7	Project M&E system	1.2.7	
1.2.8	Establish emergency fund	1.2.8	Annual allocation (USD 0.8 million)	1.2.8	Project M&E system	1.2.8	
2.1	Establish/Upgrade extension units	2.1	Building and equipment (USD 0.4 million)	2.1	Project M&E system	2.1	Counterpart funds available on time
2.2	Set up herder field schools	2.2	Building and equipment (USD 0.6 million)	2.2	Project M&E system	2.2	
2.3	Train extension staff	2.3	DSA and materials (USD 0.4 million)	2.3	Project M&E system	2.3	



INTERNATIONAL FUND FOR AGRICULTURAL DEVELOPMENT

APPENDIX III

2.4	Provide extension inputs	2.4	Materials (USD 0.5 million)	2.4	Project M&E system	2.4
3.1	Establish IGA shops	3.1	Building and equipment (USD 0.3 million)	3.1	Project M&E system	3.1
3.2	Train focal points	3.2	DSA and materials (USD 0.1 million)	3.2	Project M&E system	3.2
3.3	Run household self-learning	3.3	DSA and materials (USD 0.2 million)	3.3	Project M&E system	3.3 Trainers paid on <i>soum</i> budgets
3.4	Run IGA management Training	3.4	Wages, materials (USD 0.7 million)	3.4	Project M&E system	3.4
3.5	Run technical skills training	3.5	Wages, materials (USD 0.4 million)	3.5	Project M&E system	3.5 Outside resources assured
3.6	Monitor programme (NDNFE)	3.6	Wages, materials (USD 0.1 million)	3.6	Project M&E system	3.6
4.1	Four <i>aimag</i> bank offices established. About 176 groups, 108 cooperatives and 16 savings and credit cooperatives established.	4.1	Building and equipment (USD 0.1 million)	4.1	Project M&E system	4.1 Sub-loan agreement(s) signed with Financial Institution(s)
4.2	Train staff of above	4.2	DSA and materials (USD 0.1 million)	4.2	Project M&E system	4.2 TA recruited as stipulated
4.3	Establish revolving funds	4.3	Annual allocation (USD 0.9 million)	4.3	Project M&E system	4.3
4.4	Assess, disburse, recover Loans	4.4	Work with beneficiaries (p.m.)	4.4	Project M&E system	4.4
5.1	Train woman-headed households in special IGAs	5.1	Wages, materials for MWF (USD 0.3 million)	5.1	Project M&E system	5.1 Sub-loan agreement signed with MWF
5.2	Run family planning Campaign	5.2	Wages, materials for MWF (USD 0.1 million)	5.2	Project M&E system	5.2
5.3	Prepare and transmit radio messages	5.3	Wages, materials for MWF (USD 0.1 million)	5.3	Project M&E system	5.3
5.4	Support women's associations	5.4	Building and equipment for MWF (USD 0.1 million)	5.4	Project M&E system	5.4
5.5	Support drop-outs	5.5	Wages, materials for MWF (USD 0.3 million)	5.5	Project M&E system	5.5
5.6	Upgrade <i>bag</i> schools	5.6	Building and equipment for MWF (USD 0.2 million)	5.6	Project M&E system	5.6
5.7	Set up mobile <i>bag</i> kindergartens	5.7	Materials (USD 0.3 million)	5.7	Project M&E system	5.7 Teachers paid on <i>soum</i> budgets
5.8	Equip <i>soum</i> schools	5.8	Materials (USD 0.5 million)	5.8	Project M&E system	5.8
5.9	Train teachers	5.9	DSA and materials (USD 0.4 million)	5.9	Project M&E system	5.9
5.10	Train <i>soum</i> doctors	5.10	DSA and materials (USD 0.2 million)	5.10	Project M&E system	5.10
5.11	Equip <i>bag</i> health staff	5.11	Materials (USD 0.2 million)	5.11	Project M&E system	5.11
5.12	Train <i>bag</i> health staff	5.12	DSA and materials (USD 0.2 million)	5.12	Project M&E system	5.12
5.13	Upgrade <i>soum</i> clinics	5.13	Building and equipment (USD 1.1 million)	5.13	Project M&E system	5.13
5.14	Train village health assistants	5.14	DSA and materials (USD 0.1 million)	5.14	Project M&E system	5.14
6.1	Train management staff	6.1	DSA and materials (USD 0.1 million)	6.1	Project M&E system	6.1 Counterpart funds available on time
6.2	Recruit technical assistance	6.2	Contracts (USD 0.4 million)	6.2	Project M&E system	6.2
6.3	Purchase equipment	6.3	Equipment (USD 0.2 million)	6.3	Project M&E system	6.3
6.4	Coordinate R&D efforts	6.4	Study funds (USD 0.4 million)	6.4	Project M&E system	6.4
6.5	Organize management and monitoring workshops/seminars	6.5	Wages, materials (USD 0.2 million)	6.5	Project M&E system	6.5 TA recruited as stipulated
6.6	Pay staff	6.6	Wages and emoluments (USD 0.5 million)	6.6	Project M&E system	6.6
6.7	Incur recurrent costs	6.7	Miscellaneous (USD 2.8 million)	6.7	Project M&E system	6.7 TA recruited as stipulated



PROGRAMME COMPONENTS AND IMPLEMENTATION ARRANGEMENTS

Programme description

1. The goal of the RPRP is to achieve sustainable and equitable poverty eradication for about 80 000 vulnerable rural households living in an environment with increasingly degraded natural resources. This requires increased outputs, notably of staple livestock products and vegetables obtained from long-term sustainable production systems and resources, and improved access to social services. To achieve the livestock production objectives, support to herders' community-based organizations and rehabilitation of rangeland support systems are seen as essential. Credit and focused training will be the principal tools in increasing income and other types of production. For this support to have its full effect, key support mechanisms, notably crop and livestock input supply and extension services need strengthening. To achieve a significant improvement in social service access, especially for herder households, essential services, adequately equipped both in logistic and staffing terms, must be provided. RPRP aims to alleviate the financial and technical constraints that currently limit the performance of the important services of health and education. Of equal importance is instilling an openness to progress among the target population. Therefore, a substantial training and motivational programme will be included. RPRP, which will be implemented over a seven-year period, will have five interrelated components: (i) livestock and natural resource management; (ii) other economic activities; (iii) rural financial services; (iv) social development; and (v) management.

Implementation arrangements

2. **Institutional framework.** The administrative system comprises a multi-tier structure from the central government, to the *aimag*, *soum* and finally *bag* level, the lowest level of formal authority. Herder communities are further organized in *khot ail* groups. *Aimags*, *soums* and *bags* all have governors as representatives of central power. Each level also has a *khural* that oversees the local administrative apparatus. Local officials at each level have considerable autonomy in decision-making and responsibility for ensuring that the planned work is carried out. These officials have wide-ranging power to levy taxes and duties. Theoretically, local taxation should fund a growing proportion of local public resources, but the tax bases are very weak.

Livestock and natural resource management

3. RPRP activities related to livestock and natural resource management are organized in four sub-components: (i) organization of rational rangeland management systems, including rangeland management institutions, water supply rehabilitation, rodent control and winter fodder provision; (ii) improvement of livestock support services, particularly veterinary, breeding and livestock extension services; (iii) scaling up of herds for individual herders; and (vi) the establishment of an emergency fund.

4. The linchpin of rangeland development under the RPRP will be the establishment of the RMMCs. The RPRP builds on pilot experiences of community-based natural resource management achieved with the support of the German Agency for Technical Cooperation (GTZ) in other parts of Mongolia. The strategy will be to reach existing, mostly lineage-based *khot ails* and special interest groups (SIGs) and integrate these into RMMCs. On average, one RMMC for each *bag* will emanate



from the local parliament. In this way, RMMCs will reflect societal structures and represent the needs of all strata of the beneficiary communities.

5. RMMC will establish methods for the sustainable use of grazing resources. To achieve this, staff trained in PRA methods will assist RMMC members in assessing available options. RMMCs first identify the various natural resources present in the *bag* and *soum*. Miscellaneous natural resources may include grazing areas, hay and crop fields, water sources, forests and protected zones, in addition to essential elements of infrastructure such as, roads, schools and hospitals. Their findings are then consolidated in a commonly agreed resource map. On the basis of these resource maps, RMMC members can identify, in a participatory manner, winter camps, and grazing and haymaking zones, and issue possession licenses to the users. RMMC will decide on user applications and allocate appropriate haymaking fields accordingly. However, all decisions on land allocation and use will be made within the legal framework and the land law. As a legal authority, the *bag* governor will approve decisions made by RMMC. The *bag* RMMC will present the proposals to the *soum* parliament, which is the next level of governance. The proposals of the *bag* assembly will be discussed, amended and approved. This document will then be forwarded to the *aimag* authorities, in particular PIU, for consideration and further comments. Another important task of RMMCs will be to dispute resolution, which will be facilitated by their strong participatory nature.

6. Due to a lack of management and maintenance over the past decade, the once numerous range watering points are now in short supply. This has provoked unbalanced stocking of the ranges, leading to excessive grazing around functioning watering points and undergrazing in water-deprived areas. To address this problem, the RPRP will provide the necessary funds to local institutions to repair approximately 540 wells in a timely manner. In agreement with the *soum* governor, the *soum* RMMCs, as the representative institutions of the herders, will select and appoint a well attendant, who will receive a repair kit and training. The attendant may collect water fees to cover remuneration and well maintenance costs.

7. The RPRP will support two research activities. The first will be a research and development (R&D) programme to be carried out in each of the four RPRP *aimags*. This R&D programme will assess the causes and extent of rodent damage to the rangelands and investigate economically viable and environmentally acceptable control measures. The second RPRP research programme aims to update knowledge on production, marketing and use of animal feed in the context of the rapidly changing economic climate of the country. These in-depth investigations will allow the programme to recommend appropriate measures with regard to winter feeding preparations. In this way, the RPRP will assist in hay production for winter-feeding through experiments, demonstrations and appropriate technology training. As part of the IGA sub-component, the RPRP will assist hay producers in accessing credit for the purchase of inputs and haymaking equipment, such as a mower, scythes and sickles. Small enterprises willing to engage in the manufacture or trade of concentrate will also be supported under the IGA sub-component.

8. A limited number of herders will be eligible for a livestock loan under the IGA revolving credit fund of the RPRP. This fund targets herders capable of managing a herd in an appropriate manner but possessing a herd just below the accepted viability threshold. The livestock loan will enable these herders to invest in increasing livestock production. Candidates will need to go through a substantial approval and screening process at *bag*, *soum* and PIU level, with a further financial screening at the bank level. Candidates will also need RMMC certification, confirming that additional livestock will not impair the carrying capacity of the rangeland.

9. The priority of the RPRP's priority is to enhance the resilience of rural households to the harsh, but unavoidable, weather conditions. However, the full effects of the proposed measures can be appreciated only over time. The occurrence of a *dzud* in the early stages of RPRP could obliterate any



positive programme impact, undermining beneficiary commitment to proper management practices. Therefore, an emergency fund of about USD 0.8 million will be established to support herders in the first three to four years of the programme. Reallocating unused portions of the fund to incremental development action, at least two years before completion date, will be part of the terms of reference of the PR.

10. **Technical support service.** The RPRP will enhance the capabilities and outreach of private veterinary services mainly through the following activities: (i) renovation of veterinary laboratories at *aimag* and *soum* level; (ii) technical, financial and management training for veterinarians; and (iii) establishing branches of veterinary associations in all four RPRP *aimags*. These associations will organize training and provide advice on legal and technical issues. They will also support the supply of veterinary medicine.

11. The Mongolian breeding stock has excellent endurance but productivity is comparatively low. There is also the danger of a quality decline in cashmere hair due to inappropriate breeding practices. To safeguard against this, RPRP encourages suitable and interested herders to become specialized breeders and build formal breeding associations. Finance and infrastructure will be provided to support activities such as training in breeding techniques and establishing breeding pools in each *aimag*. Approximately four breeding associations need to be founded per *aimag* to cover the important species adequately.

12. **Extension systems.** The livestock improvements depend on the provision of timely and appropriate advice and support to practitioners. Therefore, the RPRP will strengthen the national Agricultural Extension Centre (AEC), a semi-state extension service with an office in Ulaan Baatar. AEC will be the head organization in the extension office branches in the RPRP area. While Bulgan already has one extension office, the RPRP will create and staff AEC branches in the three remaining *aimags*. In the *soums*, offices will be renovated and staffed with one livestock officer, and a further crop officer in *soums* where crop and vegetable cultivation is an important activity. Appropriate training for the officers and the provision of a motorcycle will enhance the outreach to remotely located herders.

13. A special initiative under RPRP is that herders (and vegetable growers) will be encouraged to meet regularly and form a herder field school (HFS). The RPRP will provide basic office equipment for a HFS office and a meeting room in the *bag* governor building. As it is solely beneficiary-led, HFS will provide herders with the opportunity to identify their problems and work out their own solutions. Herders will educate themselves through experiments and demonstrations, assisted by the *soum* extension agent, with back-up by AEC.

Other economic activities

14. This component will primarily target poor herder and non-herder households, and individuals living in the rural centres. Constituting a smaller group than poor herders, poor families in rural centres tend to have access to even fewer resources and are often as consequence even worse off. Their only advantage is easier, less costly access to services. Access to income is crucial for development in rural centres. The RPRP will assist this group in exploring opportunities for income-generation, either through self-employment or through wage labour.

15. RPRP will support individuals or small groups in the creation of small business ventures. This support will come principally in the form of both training and an appropriate financial package. To achieve this, the RPRP will enter into a subsidiary loan agreement with PRFI, which will provide the financial package for IGAs and the enterprise training and management package. Moreover, the RPRP will establish IGA support centres, where information on marketing, administrative, fiscal and financial



matters specific to small enterprises will be made available. IGA focal points in these centres will facilitate the process for participants by acting as a link between the beneficiary, local administration and PRFI.

16. Vegetable and crop cultivation is considered a particularly significant IGA. Vegetable growing is important because it can greatly improve the nutritional standards not only of the practitioners, but also of the herders who purchase the vegetables. Moreover, it provides practitioners with the opportunity of income-generation and of even restocking of their herd. For the specific purpose of supporting this activity, the extension system will be built up in conjunction with the relevant livestock services. Additionally, Therefore, the RPRP will run a large-scale campaign to promote vegetable cultivation and consumption, and stimulate market demand. Vegetable cultivators will be supported through training and demonstrations by the *soum* extension services. A number of national research institutions will provide technical assistance and high-quality seeds.

17. A second track to income-generation for the rural centre poor will involve supporting small existing enterprises. It is expected that this support will lead to the recruitment of individuals belonging to the RPRP target group.

Rural financial services

18. The RPRP will assist PRFI in becoming an effective and viable rural financial service provider. PRFI will collect savings to ensure additional sustainability. For this purpose, the RPRP will enable the Netmon LLC and XacBank LLC, as the most suitable PRFI candidate, to acquire incremental long-term finance at very favourable rates under the subsidiary loan agreement. The RPRP-supported lending programme of the Netmon LLC and XacBank LLC will include two types of loans: (i) to herder groups, herder cooperatives, and to savings and credit cooperatives; and ii) to individuals. Loans to both types of borrowers will be for IGAs and cash-flow purposes. Rural financial service implementation will be the responsibility of the Netmon LLC and XacBank LLC, and to this effect, it will sign a subsidiary loan agreement acceptable to IFAD, with the Ministry of Economy and Finance.

19. These financial resources will enable the Netmon LLC and XacBank LLC to engage in profitable credit operations with the programme target groups, and organize the recruitment of a suitable sub-contractor for the enterprise training package. Moreover, the Netmon LLC and XacBank LLC will use the subsidiary loan proceeds for staff training, upgrading of the *aimag* offices and the sub-contracting of beneficiary training. However, prior to credit disbursement, savings and credit awareness campaigns will be launched in close coordination with PRFI, PIUs, *soum* and *bag* committees, MWF, the Ministry of Finance and Economy and other concerned bodies. The campaigns will provide households with details of loan availability, procedures, terms and conditions.

20. **Establishment of groups.** The Netmon LLC and XacBank LLC will sub-contract Gobi Initiative to implement a group formation and training programme for herders. Individuals undertaking IGAs will also benefit from this training. Interested herders will be assisted in the setting up of voluntary groups and in defining the by-laws and internal structure of such groups. Groups will receive training in credit management and advice on business management after loan disbursement. Marketing guidance will also be provided for IGAs. After a year of successful operations, groups may wish to establish a cooperative. Netmon (a specialized financial institution) and the Gobi Initiative will support this process and provide advice and training. From the third project year (PY) onwards, the establishment of savings and credit cooperatives will be promoted. Over the seven-year life of the programme, it is expected that 176 groups, 108 cooperatives and 16 savings and credit cooperatives will be established. The cooperatives will act as intermediaries for lending, with Netmon LLC and XacBank LLC acting as their wholesale credit provider. They also will play an important role in local resource mobilization through



the savings services offered at decentralized levels. In this way, RPRP contributes to the institutionalization of sustainable, decentralized rural financial services.

Social development

21. The social development component focuses on three key areas, namely, women in development, education and rural health services.

22. **Women in development.** Proposed actions will target rural women, particularly woman-headed households. The latter is a rapidly growing vulnerable group of the rural poor, whose situation calls for a special approach built on the experiences of women's associations (WAs) in the RPRP area. In addition to training and small loans for IGAs, these households will receive more direct support for home-based activities, with the underlying intention that participants quickly advance to the mainstream IGA sub-component. The programme will also support a wide-ranging family planning campaign, as part of a gender awareness-raising initiative. These campaigns will be run in close collaboration with specialized MOHSW officers. Campaigns will be conducted mainly through mass media, leaflets and radio broadcasts, but meetings will also be held at village level.

23. **Mongolian Women's Federation.** MWF is the oldest and by far the largest support organization for women. It is the apex of the lower-level WAs active in each *aimag*, with representatives at the *soum* level. Their capabilities are even more limited than those of MWF representatives. Logistical and financial support will be offered to these local associations to work towards achieving the goals of the women-in-development component. In each *aimag*, a WA office will be renovated and equipped. Vehicles for much needed mobility will be provided and WA staff will be trained. Due to the significant effort that will be required from WAs to assist women in the RPRP area, the WAs will be represented on the steering committee.

24. **Primary education.** In rural areas, primary education has been greatly cut back and access to it by the children of herder households reduced by the constraints of distance and cost. Moreover, the school drop-out rate for boys, who stay home to help with herding work, has increased since transition and is entirely unacceptable in the long-term development context.

25. To address this, the RPRP will support the renovation of the few remaining primary school facilities in *bags* to prevent these from also being closed through lack of funding. Support will include the repair of buildings and training of teachers. Support for pre-school education is crucial since children who have not attended kindergartens have a markedly stronger tendency not to complete their primary education. Wherever possible, the RPRP will also renovate existing or former kindergartens near targeted *bag* schools. In addition, the RPRP will fund one mobile kindergarten per rural *soum*. These kindergartens will travel with the herders but rotate between communities, providing at least some basic pre-primary education to herders' children.

26. The RPRP will also strengthen educational resources in the *soum* centres. This will mainly involve the repair of dormitories, to allow herders' children to attend school independent of their families' seasonal migration patterns. Moreover, a substantial proportion of teachers at these schools will have the opportunity to acquire additional teaching skills. In the longer term, each *soum* school will be provided with a computer and an Internet connection primarily for educational purposes, but also made available to other users. This would enable schools to set up a small business by selling computer services to the community. The RPRP will tap into resources made available by the Foundation for an Open Society (Soros). This foundation has a large range of educational publications that can be obtained free of charge.



27. **Health.** The RPRP will improve the quality of health services, especially at the *bag* level, and increase service accessibility for herder households. The programme covers the following areas: (i) *feldshers* (*bag* doctors), nurses and midwives will receive additional training in aspects of health relevant to the herding community and will be provided with appropriate equipment; (ii) some *soum* hospital facilities will be upgraded and a small hospital will be built in *soums* with no hospital; (iii) selected *soum* doctors will receive incremental training particularly in basic health provision management; and (iv) health care staff, especially at the *bag* level, will receive appropriate basic health training, delivered by the *soum* and *aimag* doctors.

Programme management

28. PIUs, staffed by personnel recruited for the duration of the RPRP, already exist in Arhangai and Huvsgul but will need to be established in the *aimags* of Bulgan and Hentii. All PIUs will operate from upgraded premises in the provincial governors' offices. *Soum* committees will be established prior to the RPRP start date. Staffing will be kept to the minimum compatible with the efficient discharge of PIU and *soum* committee tasks. These can be summarized as follows: (i) facilitating the work of the implementing technical agencies by providing them on a timely basis with the necessary funding for training, equipment and operating costs; and (ii) monitoring the implementation and reporting on same.

29. PIUs will consist of a director and three sectoral coordinators. The three coordinators are expected to specialize in the areas of rangeland and livestock management, IGAs and social development. In addition, PIUs will have an accountant, assistant accountant, a secretariat and drivers. PIUs will also serve as the secretariat for the *Soum* programme steering committee.

30. SPCs will be established under the immediate leadership of the *soum* governor. These committees will meet *ad hoc* to discuss and approve *soum* development plans, mostly emanating from the *bag* level and RMMCs functioning among the herding communities. The *soum* governor will nominate a permanent officer to act as an RPRP focal point for programme activities at *soum* and *bag* level. This officer will, in particular, assist RMMCs in the production of their *bag* resource maps and development plans but will not influence their decisions. The officer will also be responsible for the organization of *soum*-level management workshops, collating *bag* plans into *soum* plans, and of RPRP monitoring and reporting based on *bag* committee submissions.

31. At central government level, a PSU will be established in the headquarters of the Ministry of Food and Agriculture. It will organize programme-wide support in fields such as training, studies, evaluation and recruitment of technical assistance. In addition, it will serve as the secretariat for NPSC. PSU will be staffed with a facilitator, financial officer, secretary and driver. This staff could be on temporary transfer from the rosters of the Ministry of Food and Agriculture and Ministry of Finance and Economy.

32. Efficient performance by provincial and *soum*-level implementers is essential for the overall success of the RPRP. Ongoing training workshops on a variety of technical and administrative topics will be held throughout the duration of the programme. Regular management and monitoring and evaluation (M&E) workshops will assist programme officials in the tasks of facilitating the work of the technical implementing institutions and of monitoring RPRP activities, while simultaneously promoting best practices for programme implementation among the technical partners. These inter-*aimag* workshops will greatly facilitate transfer of experience in dealing with programme issues among various implementers.

COSTS AND FINANCING

Expenditure Accounts by Financiers (USD '000)

	IFAD		Government		PRFI		Total		For. Exch.	Local (Excl. Taxes)	Duties and Taxes
	Amount	%	Amount	%	Amount	%	Amount	%			
Buildings	2 511	81.3	578	18.7	-	-	3 088	16.2	927	1 584	578
Studies/investigations	766	100.0	-	-	-	-	766	4.0	383	383	-
Vehicles	314	81.3	72	18.7	-	-	386	2.0	290	24	72
Technical equipment	1 750	81.6	394	18.4	-	-	2 144	11.2	1 608	142	394
Demonstration inputs	430	81.3	99	18.7	-	-	529	2.8	397	33	99
Training materials	713	81.3	164	18.7	-	-	877	4.6	657	55	164
Contracted staff	613	100.0	-	-	-	-	613	3.2	-	613	-
Technical assistance	584	100.0	-	-	-	-	584	3.1	-	584	-
Staff training	1 480	100.0	-	-	-	-	1 480	7.8	-	1 480	-
Beneficiary training	593	85.6	-	-	100	14.4	693	3.6	-	693	-
School drop-outs	288	100.0	-	-	-	-	288	1.5	-	288	-
Credit rev. fund	2 521	75.2	-	-	831	24.8	3 352	17.6	-	3 352	-
Dzud emergency fund	790	100.0	-	-	-	-	790	4.1	-	790	-
Incremental government staff	-	-	418	100.0	-	-	418	2.2	-	418	-
Incremental O&M	1 453	60.0	969	40.0	-	-	2 422	12.7	-	2 422	-
Credit operating costs	-	-	-	-	651	100.0	651	3.4	-	651	-
Total	14 806	77.6	2 693	14.1	1 582	8.3	19 081	100.0	4 261	13 513	1 307



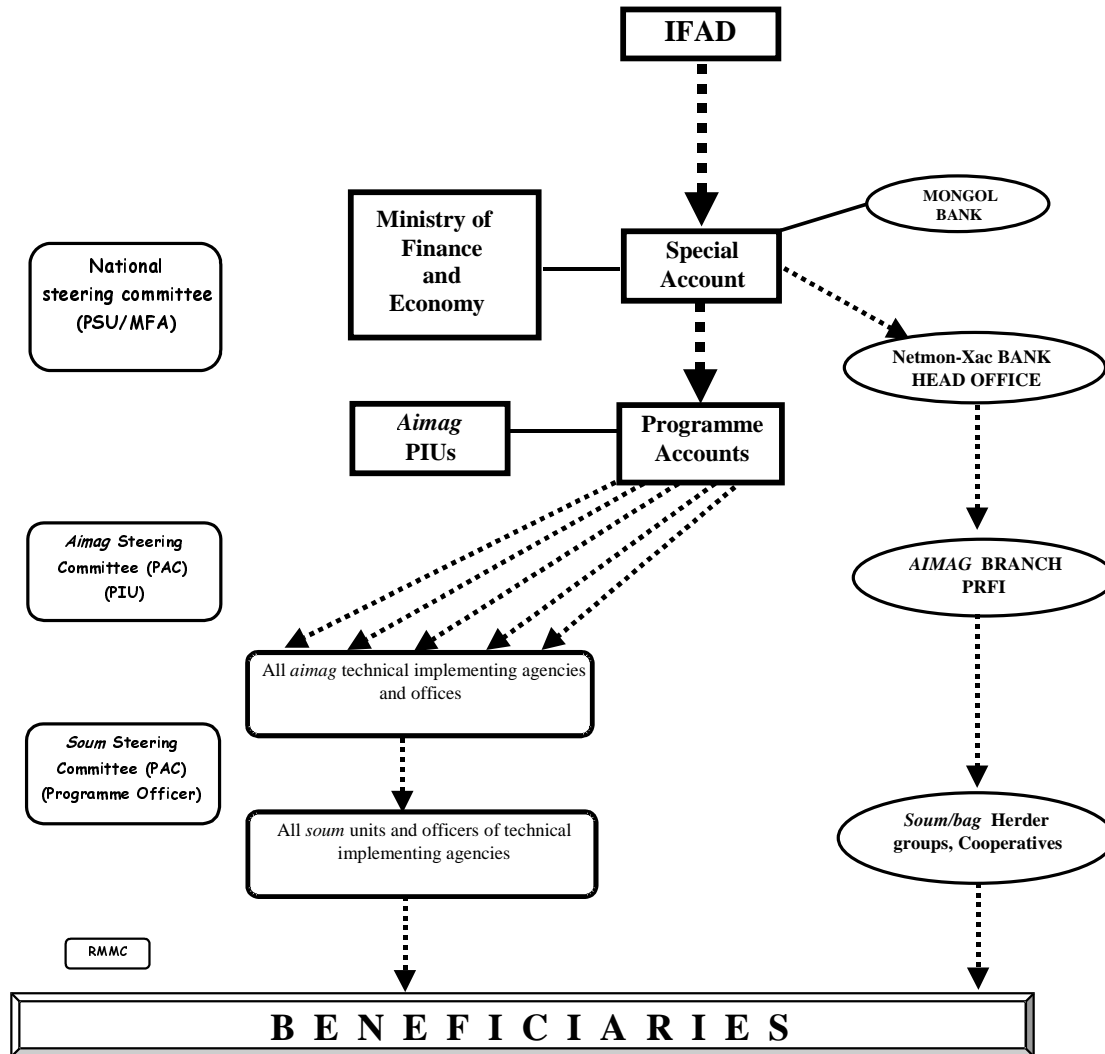
Expenditure Accounts by Components
(USD '000)

	Livestock and Natural Resource Management			Other Economic Activities		Rural Financial Services	Social Development Activities			Management			Total	
	Rangeland Development	Livestock Services	Extension	Dzud Emergency Fund	Crop Production	Income-Generation	WID ¹	Education	Health	Aimag PIUs	Soum Committees	PSU		
Investment costs														
Buildings	-	657	620	-	-	124	3	644	1 041	-	-	-	3088	
Studies/investigations	168	347	-	-	-	32	-	36	-	-	-	182	766	
Vehicles	-	-	89	-	-	-	25	-	81	77	90	24	386	
Technical eqpt.	1 082	165	293	-	-	30	37	8	298	185	32	7	2 144	
Demonstration inputs	15	14	27	-	473	-	-	-	-	-	-	-	529	
Training materials	142	3	137	-	27	249	-	216	-	90	10	-	877	
Contracted staff	-	-	-	-	-	-	-	99	41	-	424	-	613	
Technical assistance	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	584	
Staff training	-	232	139	-	58	94	-	2	381	299	70	53	1 480	
Beneficiary training	207	-	-	-	-	199	-	117	108	62	-	-	693	
School drop-outs	-	-	-	-	-	-	-	-	288	-	-	-	288	
Credit rev. fund	-	-	-	-	-	-	3 352	-	-	-	-	-	3 352	
Dzud emergency fund	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	790	
Total investment costs	1 616	1 418	1 306		558	730	3 506	462	1 689	1 757	614	150	996	15 591
Recurrent costs														
Incremental operating costs														
Incremental government staff	-	-	59	-	-	94	-	-	264	-	-	-	-	418
Credit operating costs	-	-	-	-	-	-	651	-	-	-	-	-	-	651
Incremental O&M	-	211	983	-	-	-	-	149	-	661	353	67	2422	
Total recurrent costs	-	211	1 042			94	651	149	264	-	661	353	67	3 490
Total programme costs	1 616	1 629	2 348	790	558	824	4 157	610	1 953	1 757	1 275	503	1 063	19 081
Taxes	232	157	218	-	93	75	-	47	176	261	22	18	6	1 307
Foreign exchange	1 015	507	596	-	375	263	28	188	435	579	89	73	114	4 261

¹ WID: Women in Development



ORGANIZATION AND MANAGEMENT



Impl. Implementing agencies/structures

Supervision (secretariat) Coordination and monitoring bodies

MFE Ministry of Finance and Economy structures

PRFI BANK PRFI establishments and supervisory system

FINANCIAL AND ECONOMIC ANALYSIS

1. The data from various crop and livestock models, including horticultural production, haymaking and the scaling up of livestock illustrate the financial benefits of some activities at full deployment of programme activities. It should be acknowledged that most of the RPRP activities are likely to be long term rather than immediate, and their effects mostly non-quantifiable. For example, a non-herder household that produces vegetables with improved seeds and techniques will increase its income by some 45%, while saving input and labour costs (Table 1). The average increase in the production value of potatoes will easily triple the current production value. The corresponding improved nutritional level of the household and reduced susceptibility to disease are, however, non-quantifiable. Most other IGAs will provide the beneficiaries with an average income increase of between USD 100 to 200. Herder households will improve their livestock production and quality through better feeding and veterinary care. The scaling up of herds with additional breeding animals alone would increase by some 54%. Calculations show that investment in simple haymaking equipment based on horse-drawn mowers would give rise to an income of MNT 330 000 annually. As a consequence, haymaking could become an attractive alternative to herding, particularly for herders possessing few animals.

Table 1: Selected Livestock and Crop Development Models (in MNT)

	Without Programme			With Programme		
	Vegetable production	Livestock upscaling	Haymaking	Vegetable production	Livestock upscaling	Hay-making
Output	40 000	2 440 700	-	60 000	3 761 400	630 000
Input costs	10 168	28 750	-	16 868	60 000	300 000
Income before labour	29 832	2 411 950	-	43 132	3 701 400	330 000

2. In addition to the horticultural and livestock-based activities, there will be a strong emphasis on income-generating opportunities. Opportunities for IGAs are dependent on a great number of factors and vary from case to case. Investment costs and returns cannot be assessed precisely for sound analysis. Only the beneficiary and the bank will be able to agree on the specific circumstances for entering, eventually, into contractually binding arrangements. Furthermore, potential gains in the area of IGAs cannot be attributed to the programme as success depends primarily on the initiative and effort that beneficiaries devote to their enterprises, rather than on outside factors such as training. Therefore, IGAs are generally not taken into account when an economic analysis is conducted on support projects

3. Finally, the RPRP will also strongly support basic health and education services, which produce immense, but often non-quantifiable benefits. For these reasons, the usual calculation of economic IRR has been omitted.